

Rapport du Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Assemblée générale
Documents officiels • Quarante-septième session
Supplément n° 14 (A/47/14)



Nations Unies • New York, 1992

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 6	1
I. MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE FORMATION	7 - 184	2
A. Formation à la diplomatie multilatérale et à la coopération internationale	7 - 53	2
1. Bureau de New York	7 - 29	2
2. Bureau de Genève	30 - 50	6
3. Programmes de formation en matière de maintien et d'établissement de la paix	51 - 53	11
B. Formation au développement économique et social	54 - 150	12
1. Formation à la gestion des ressources naturelles et environnementales	56 - 99	13
2. Aspects juridiques de la gestion de la dette	100 - 109	24
3. Planification et organisation des opérations de secours en cas de catastrophe	110 - 113	26
4. Elaboration des programmes	114 - 150	26
C. Programmes spéciaux et services consultatifs	151 - 184	33
1. Programmes théoriques	151 - 154	33
2. Services consultatifs	155 - 162	34
3. Programmes spéciaux	163 - 173	35
4. Centre d'information de l'UNITAR sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques	174 - 180	37
5. Centre UNITAR/PNUD pour la mise en valeur des petites ressources énergétiques	181 - 184	38
II. EXECUTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE	185 - 211	40
A. Recherches sur l'Organisation des Nations Unies et les relations internationales	188 - 197	40
1. Bureau de New York	188 - 189	40
2. Bureau de Genève	190 - 197	41

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
B. Recherche en matière de formation ou aux fins de celle-ci	198 - 211	43
1. Formation au maintien de la paix	198 - 201	43
2. Formation en matière de développement économique et social	202 - 211	43
III. CONCLUSION	212 - 213	46
 ANNEXES 		
I. A. Liste des activités de formation menées par le Bureau de New York - 1er juillet 1990-30 juin 1992		47
B. Liste des activités de formation exécutées par le Bureau de Genève		52
II. Statistiques concernant les activités de formation pour la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992		59
III. A. Contribution des gouvernements au Fonds général de l'UNITAR durant la période allant de juillet 1990 à juin 1992		65
B. Contributions au titre des accords concernant les subventions à des fins spéciales pour la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992		66
IV. Liste des publications - 1er juillet 1990-30 juin 1992		69
V. A. Composition du Conseil d'administration de 1990 à 1992		70
B. Membres de droit du Conseil d'administration		71

INTRODUCTION

1. Conformément à la demande renouvelée de l'Assemblée générale (notamment dans sa résolution 46/180 du 19 décembre 1991), l'UNITAR a continué de concentrer ses efforts sur les activités de formation, comme le montre le présent rapport.
2. La période considérée dans le présent rapport (1er juillet 1990-30 juin 1992) a été marquée par les mêmes difficultés que celles que l'Institut connaît depuis le début du processus de restructuration. Si le montant des contributions volontaires au Fonds général de l'UNITAR n'a cessé de décliner, les dons destinés à couvrir le financement des programmes de formation à des fins spéciales ont augmenté de façon régulière et plutôt rapide.
3. Pendant la période considérée, les contributions volontaires au Fonds général n'ont pas dépassé 1 040 812 dollars. En revanche, le montant des dons à des fins spéciales n'a cessé d'augmenter et a atteint 6 747 624 dollars, pendant l'exercice biennal considéré.
4. Malgré cette réduction d'effectifs, le volume des activités de l'UNITAR a continué de progresser, comme le montrent aux annexes I et III du présent rapport, tant le nombre des stages de formation organisés (98) que celui des stagiaires (3 847). La durée moyenne des programmes s'est aussi considérablement allongée, certains cours intensifs atteignant parfois une durée de six mois.
5. Les programmes de formation de l'UNITAR présentent depuis peu deux autres caractéristiques importantes : ils sont plus décentralisés et dépendent plus étroitement de la coopération interinstitutions. Comme le montrent les tableaux en annexe, des cours ont été organisés sur place, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, à l'échelon national ou sous-régional, en utilisant autant que possible les centres de formation existants sur le terrain. Du fait de leur développement et de leur diversification, ces cours intéressent bon nombre d'institutions, à l'intérieur comme en dehors du système des Nations Unies, et mobilisent leur coopération.
6. A la demande du Secrétaire général, l'UNITAR a introduit une innovation considérable, à savoir le programme de formation en matière de maintien et d'établissement de la paix. Lancé à l'automne de 1991, ce programme a été conçu pour dispenser aux fonctionnaires de l'ONU et au personnel diplomatique des missions permanentes une "instruction élémentaire en matière de maintien de la paix", au sens le plus large de l'expression. Il comporte des forums en matière de maintien de la paix, des séminaires ou des ateliers de formation, des séries de cours vidéo, des exercices de simulation et des séminaires sur l'organisation de centres régionaux de formation.

CHAPITRE I

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE FORMATION

A. Formation à la diplomatie multilatérale et à la coopération internationale

1. Bureau de New York

- a) Programme de bourse ONU/UNITAR en droit international (La Haye, 2 juillet-10 août 1990)

7. Le programme de bourse pour la formation en droit international était organisé à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux et de chercheurs universitaires originaires de pays en développement. Le programme se composait de trois éléments : a) tronc commun du programme de cours de formation organisé en coopération avec l'Académie de droit international de La Haye; b) participation au séminaire de droit international organisé à l'occasion de la session annuelle de la Commission du droit international, à Genève; c) stage de formation pratique au Bureau des affaires juridiques de l'une des entités de l'Organisation des Nations Unies.

- b) Programme spécial de formation destiné aux représentants du Gouvernement maltais (La Valette, 16-20 juillet 1990)

8. Ce programme de formation d'une semaine a été suivi par 44 participants. Les objectifs fondamentaux du cours étaient les suivants :

- a) familiariser les participants avec le rôle et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux organes; b) les familiariser avec les questions économiques et sociales examinées à l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'avec les principaux organes traitant de ces questions; c) aider les participants à mieux comprendre les processus et techniques de négociation; d) faire mieux comprendre aux participants la relation entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres.

- c) Réunion d'information générale sur les travaux de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, à l'intention des nouveaux représentants (New York, 19 et 20 septembre 1990)

9. Cette réunion était destinée à tous les représentants qui assistaient pour la première fois à une session de l'Assemblée générale. Le règlement intérieur et l'ordre du jour de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions ont été exposés aux participants. Ils ont également reçu des informations pratiques sur les divers services mis à leur disposition.

- d) Réunion d'information sur les travaux de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, à l'intention des nouveaux représentants (New York, 21 septembre 1990)

10. L'exposé portait sur les fonctions spécifiques de la Cinquième Commission et des organes qui en relèvent, dont le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité du programme et de la coordination.

- e) Cours d'orientation sur le Conseil de sécurité (New York, 3-6 décembre 1990)
11. Le principal objectif de ce cours était de familiariser les représentants des pays récemment élus membres du Conseil de sécurité ainsi que les représentants d'autres pays membres du Conseil, récemment accrédités, avec les travaux et le règlement intérieur de cet organe essentiel de l'Organisation des Nations Unies.
- f) Atelier sur la structure, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (français) (New York, 11-15 février 1991)
12. L'atelier était organisé à l'intention de documentalistes, bibliothécaires et autres membres de missions permanentes qui s'occupent de collection de documents ou en sont responsables.
- g) Cours régional de recyclage sur le droit international à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux de haut niveau des pays d'Afrique australe (Windhoek, 12-22 février 1991)
13. Vingt-neuf participants ont assisté à ce cours régional de formation et de recyclage en droit international, organisé à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux de haut niveau et de professeurs d'université originaires de pays d'Afrique australe, sous le copatronage du Ministère des affaires étrangères de la Namibie. Les organismes suivants ont contribué à l'organisation de ce cours : Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, Programme des Nations Unies pour l'environnement et Communauté économique européenne.
- h) Cours sur les organisations inter nationales organisé conjointement par l'UNITAR et la FASID (Fondation pour les études avancées sur le développement international) (New York, 18-22 mars 1991)
14. Vingt fonctionnaires japonais à mi-carrière ont assisté au cours, qui avait les objectifs fondamentaux ci-après : a) familiariser les participants avec le rôle et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux organes; b) aider les participants à mieux comprendre les processus et les techniques de négociation; et c) faire mieux comprendre aux participants le système de l'ONU.
- i) Cours sur les concepts économiques de base et les problèmes économiques internationaux (New York, 6 mars-15 mai 1991)
15. Le cours a mis l'accent sur les concepts économiques de base et les questions économiques internationales qui se posent actuellement; il était conçu à l'intention des membres des missions permanentes qui doivent connaître de ces questions.

j) Cours d'orientation destiné aux nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 18-22 mars 1991)

16. Les principaux objectifs du cours étaient les suivants : a) familiariser les participants avec le rôle et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux organes; b) les aider à mieux comprendre les processus et techniques de négociation dans le cadre de l'ONU; c) les aider à mieux comprendre les fonctions d'une mission permanente et le rôle d'un diplomate dans un cadre multilatéral; et d) les aider à prendre mieux conscience du rôle du Secrétariat et de certains des services rendus par ses soins.

k) Atelier sur les affaires internationales (New York, 12 avril-28 juin 1991)

17. Cet atelier hebdomadaire, organisé pendant une période de 12 semaines consécutives, était destiné à donner aux membres des missions permanentes un aperçu général des divers aspects des activités du système des Nations Unies. Cet atelier était également ouvert aux fonctionnaires de l'ONU et des organisations affiliées.

l) Atelier sur la structure, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (anglais) (New York, 20-24 mai 1991)

18. L'atelier était organisé à l'intention des documentalistes, bibliothécaires et autres membres des missions permanentes dont l'activité porte sur des collections de documents ou qui en sont responsables.

m) Séminaire commun UNITAR/IDE (Banque mondiale) sur les questions intéressant le développement international (Washington, D.C., 31 mai-14 juin 1991)

19. Le séminaire était organisé conjointement par l'UNITAR et l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale à Washington (D.C.). Y participaient 25 membres de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le séminaire avait un double objectif : a) approfondir et actualiser les connaissances des participants et leur compréhension de certaines questions internationales ayant trait à l'ordre du jour de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale; et b) familiariser les participants avec les nouvelles responsabilités du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, notamment dans les domaines suivants : flux internationaux de capitaux, commerce international, et environnement et développement.

n) Atelier sur la négociation d'instruments juridiques internationaux (New York, 17-20 juin 1991)

20. L'atelier était organisé à l'intention de membres des missions permanentes qui n'ont pas de formation juridique et qui participent au processus de rédaction et de négociation d'instruments juridiques internationaux dans divers organismes de l'Organisation des Nations Unies.

o) Programme de bourses ONU/UNITAR en droit international (La Haye, 1er juillet-9 août 1991)

21. Le programme de bourses de formation en droit international était organisé à l'intention de conseillers juridiques gouvernementaux et de chercheurs universitaires originaires de pays en développement. Il offrait trois volets : a) programme de formation organisé en coopération avec l'Académie de droit international de La Haye; b) participation au séminaire de droit international organisé à l'occasion de la session annuelle de la Commission du droit international, à Genève; c) stage de formation pratique au Bureau des affaires juridiques de l'une des entités de l'Organisation des Nations Unies.

p) Réunion d'information destinée aux nouveaux représentants sur les travaux de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale (New York, 18 et 19 septembre 1991)

22. Cette réunion d'information était destinée à tous les représentants qui assistaient pour la première fois à une session de l'Assemblée générale. Les participants ont été informés des procédures et de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et des grandes commissions. On leur a également fourni des informations pratiques sur les divers services mis à la disposition des représentants.

q) Réunion d'information sur les travaux de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, à l'intention des nouveaux représentants (New York, 20 septembre 1991)

23. Cette réunion d'information mettait en relief les fonctions spécifiques de la Cinquième Commission et des organes apparentés à celle-ci, en particulier le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité du programme et de la coordination.

r) Réunion d'information à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (New York, 20 septembre 1991)

24. Cette réunion d'information, qui portait sur les divers aspects des travaux de la Sixième Commission et des organes apparentés à celle-ci, a été organisée sur la demande de plusieurs délégations.

s) Cours d'orientation sur le Conseil de sécurité à l'intention des membres du Conseil (New York, 2-6 décembre 1991)

25. Le principal objectif de ce cours était de familiariser les représentants des pays récemment élus membres du Conseil de sécurité ainsi que les représentants d'autres pays membres du Conseil, récemment accrédités, avec les travaux et le règlement intérieur de cet organe essentiel de l'Organisation des Nations Unies.

t) Atelier sur la structure, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (français) (New York, 24-28 février 1992)

26. L'atelier était organisé à l'intention de documentalistes, bibliothécaires et autres membres de missions permanentes qui s'occupent de collection de documents ou en sont responsables.

u) Cours d'orientation destiné aux nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York, 16-20 mars 1992)

27. Les principaux objectifs du cours étaient les suivants : a) familiariser les participants avec le rôle et les fonctions de l'Organisation des Nations Unies et de ses principaux organes; b) les aider à mieux comprendre les processus et techniques de négociation dans le cadre de l'ONU; c) les aider à mieux comprendre les fonctions d'une mission permanente et le rôle d'un diplomate dans un cadre multilatéral; et d) les aider à prendre mieux conscience du rôle du Secrétariat et de certains services rendus par ses soins.

v) Séminaire commun UNITAR/IDE (Banque mondiale) sur les questions intéressant le développement international (Washington, D.C., 14-26 juin 1992)

28. Le séminaire était organisé conjointement par l'UNITAR et l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale à Washington (D.C.). Y participaient 25 membres de rang élevé des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Le séminaire avait un double objectif : a) approfondir et actualiser les connaissances des participants et leur compréhension de certaines questions internationales ayant trait à l'ordre du jour de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale; et b) familiariser les participants avec les nouvelles responsabilités du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, notamment dans les domaines suivants : flux de capitaux internationaux, commerce international, et environnement et développement.

w) Atelier sur la négociation d'instruments juridiques internationaux (New York, 22-25 juin 1992)

29. L'atelier était organisé à l'intention de membres des missions permanentes qui n'ont pas de formation juridique et qui participent au processus de rédaction et de négociation d'instruments juridiques internationaux dans divers organismes de l'Organisation des Nations Unies.

2. Bureau de Genève

30. Les programmes de formation à la diplomatie multilatérale et à la coopération internationale ont évolué en fonction des besoins exprimés après une étude approfondie des besoins et moyens spécifiques de formation, menée pour éviter les doubles emplois. Ils sont conçus en priorité à l'intention des diplomates membres des missions permanentes à Genève. Ces programmes de diplomatie multilatérale comportent trois types de formation : orientation, sensibilisation et acquisition des techniques.

31. Ces programmes sont de plus en plus fréquemment conçus pour être organisés sur demande, et spécialement adaptés aux hauts fonctionnaires qui doivent traiter avec le système des Nations Unies. Les cours peuvent être dispensés dans le pays ou la région qui les demandent, ou bien à New York ou à Genève. Pendant la période couverte par le précédent rapport, deux programmes sur mesure ont été organisés à l'intention de diplomates japonais et vietnamiens. Comme par le passé, toute demande ou suggestion émanant des missions permanentes au sujet de la forme ou du contenu des cours sera examinée avec soin et prise en compte, dans la mesure où les ressources humaines et matérielles le permettent.

a) Séminaire sur la structure, les enjeux et les techniques relatifs aux négociations économiques multilatérales (Genève, 23-26 octobre 1990)

32. L'objectif du séminaire était d'apporter des informations sur les structures, les enjeux et les techniques de la négociation économique, en tenant compte des aspects spécifiques des organes de l'Organisation des Nations Unies et de leurs conférences. Le séminaire, qui s'est tenu à Genève, a été suivi par 28 diplomates chargés des dossiers de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et d'autres organisations à vocation économique.

b) Atelier sur le développement économique international (Genève, 9 janvier 1990)

33. Comme les années précédentes, cet atelier a été organisé par le Bureau européen de l'UNITAR et le Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) de l'Université de Clermont-Ferrand (France). Il était destiné aux professeurs d'université, aux chercheurs et aux étudiants du CERDI, déjà diplômés, qui se spécialisent dans les questions de développement. L'atelier a rassemblé 74 participants qui ont procédé à un échange de vues sur divers aspects du développement économique.

c) Introduction à l'économie internationale (Genève, 25 février-1er mars 1991)

34. Ce cours s'adresse à des diplomates qui ne sont pas spécialisés en économie mais qui traitent de ce genre de questions dans le cadre de leurs activités à l'Organisation des Nations Unies à Genève. Il était assuré par un haut fonctionnaire de la CNUCED qui a exposé les théories et les principes fondamentaux des relations économiques et a traité certaines grandes questions du développement économique. Le cours a été suivi par 26 diplomates.

d) Instruments juridiques et procédures en usage à l'Organisation des Nations Unies dans le cadre des négociations économiques multilatérales (Genève, 8-12 avril 1991)

35. Ce cours de formation visait à étudier la structure, la terminologie et le contexte des instruments juridiques internationaux utilisés à l'Organisation des Nations Unies. Il était assuré par un juriste hors classe de la CNUCED et a été suivi par 28 diplomates. Il est également proposé en français.

- e) Séminaire UNITAR/Institut international d'administration publique sur la diplomatie multilatérale et la coopération internationale (français) (Genève, 15-20 avril 1991)

36. Ce programme de formation a été organisé à Paris, en collaboration avec l'Institut international d'administration publique. Il s'adressait à des diplomates de carrière de pays francophones, et visait à familiariser les participants avec les activités des organisations internationales et les missions permanentes. Il a réuni 36 participants.

- f) Structure et fonctionnement des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies (anglais et français) (Genève, 22-26 avril et 29 avril-3 mai 1991)

37. Le but de ces cours était de donner un aperçu de l'ensemble du système des Nations Unies, d'examiner les caractéristiques propres à ses principaux organes en étudiant leurs procédures, et de familiariser les participants avec les pratiques de négociations et de rédaction des projets de résolutions. Quarante-quatre diplomates ont suivi ces cours.

- g) Structure, recherche et utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 28-30 mai 1991)

38. Cet atelier était organisé à l'intention de documentalistes, bibliothécaires, de diplomates et autres personnels des missions permanentes qui exercent des activités de recherche d'informations ou de gestion de documentation. Les objectifs visés étaient les suivants : approfondir et actualiser les connaissances des participants en ce qui concerne les rapports entre la structure de l'Organisation et la documentation qu'elle diffuse; améliorer les techniques de recherche d'informations émanant des multiples sources de l'Organisation; identifier et utiliser les divers instruments qu'elle publie; et apprendre à gérer de manière efficace des collections de documents. Vingt-cinq membres de missions permanentes ont suivi cet atelier.

- h) Programme de droit international (Genève, 3-21 juin 1991)

39. Ce programme de bourses est organisé tous les ans, dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, en collaboration avec le Bureau des affaires juridiques de l'ONU. Cinq boursiers ont été sélectionnés pour venir suivre à Genève le séminaire de droit international organisé concurremment avec la session de la Commission du droit international ou pour suivre un stage dans l'un des organes ou dans l'une des institutions de l'ONU ayant leur siège à Genève.

- i) Procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT (anglais et français) (Genève, 5-6 juin et 19-20 juin 1991)

40. Ces ateliers présentaient la structure institutionnelle du GATT et ses règles fondamentales puis décrivaient les méthodes utilisées par les parties contractantes pour résoudre leurs différends commerciaux dans le cadre du GATT. Cinquante membres de missions permanentes y ont assisté.

- j) Structure, enjeux et techniques relatifs aux négociations économiques multilatérales (anglais et français) (Genève, 10-14 juin et 2-6 décembre 1991)

41. L'objectif de ces séminaire était d'apporter des informations sur les structures, les enjeux et les techniques de la négociation économique, en tenant compte des aspects spécifiques des organes des Nations Unies et de leurs conférences. Les séminaires ont été suivis par 46 membres de missions permanentes chargés des dossiers de la CNUCED, du GATT et d'autres organisations à vocation économique établies à Genève.

- k) Séminaire d'orientation à l'intention des membres de missions permanentes récemment accrédités (anglais et français) (Genève, 20-22 novembre 1991)

42. Ce séminaire avait pour but de familiariser les participants avec le rôle et les fonctions du système des Nations Unies à Genève. Il portait également sur le rôle du diplomate dans un environnement multilatéral. Le programme prévoyait des visites d'étude à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Quelque 58 membres de missions permanentes ont suivi ce cours.

- l) Formation à la diplomatie multilatérale, à l'intention de hauts fonctionnaires du Gouvernement vietnamien (Hanoi, Viet Nam, 10-21 février 1992)

43. Ce cours a été organisé spécialement à l'intention du Gouvernement vietnamien, dans la prolongation des programmes de formation de l'UNITAR à la diplomatie multilatérale et à la coopération internationale. Il était destiné à de hauts fonctionnaires qui sont régulièrement en relation avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. L'atelier avait pour objectif d'initier les participants à la diplomatie et aux négociations internationales portant sur les questions de développement, de les familiariser avec les activités du GATT et de leur apporter des informations sur les structures, les enjeux et les techniques relatifs aux négociations économiques multilatérales. Vingt-neuf hauts fonctionnaires y ont assisté.

- m) Cours FASID/UNITAR sur les organisations internationales (Genève, 9-20 mars 1992)

44. L'UNITAR a organisé ce programme de formation sur les organisations internationales et sur les négociations économiques multilatérales pour répondre à la demande exprimée par la Fondation pour les études avancées dans le domaine du développement international de Tokyo (FASID). Il était destiné à des administrateurs japonais jouant un rôle dans la coopération internationale. Son but était de familiariser les participants avec les organisations internationales en insistant particulièrement sur les questions de développement dans un cadre multilatéral. Il s'agissait également de présenter aux participants la structure, les enjeux et les techniques relatifs aux négociations économiques multilatérales. Ce cours a été suivi par 20 administrateurs.

n) Introduction à l'économie internationale (Genève, 6-10 avril 1992)

45. Ce cours visait à dispenser une formation en économie internationale à des diplomates qui ne sont pas spécialisés en économie mais qui sont, de par leurs fonctions à l'Organisation des Nations Unies à Genève, amenés à traiter de problèmes économiques. Il a été suivi par 30 participants et avait également été offert au printemps de 1991. Le séminaire fournissait aux participants une introduction aux concepts et théories de base de l'économie internationale et des informations sur les développements et problèmes récents dans le domaine de l'économie.

o) Séminaire sur la structure et le fonctionnement des organes principaux de l'Organisation des Nations Unies (anglais et français) (Genève, 27 avril-1er mai et 4-6 mai 1992)

46. Ces cours avaient pour objectif de donner un aperçu de l'ensemble du système des Nations Unies, d'examiner les caractéristiques des six organes principaux de l'Organisation et d'étudier les procédures et pratiques de ces organes. Ils se proposaient également d'examiner le processus de prise de décisions dans les divers organes de l'Organisation et de familiariser les participants avec les pratiques de négociation et de rédaction des projets de résolution par un exercice de simulation. Trente-sept diplomates y ont assisté.

p) Séminaire sur la structure, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (Genève, 11-13 mai 1992)

47. Cet atelier a été organisé en coopération avec la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies, à l'intention de documentalistes, bibliothécaires et diplomates qui exercent des activités de recherche d'informations ou de gestion de documentation au sein de leur mission permanente. Les objectifs visés étaient les suivants : approfondir et actualiser les connaissances des participants et leur compréhension des rapports entre la structure et les activités du système des Nations Unies et la documentation qu'il diffuse; enseigner les techniques de recherche d'informations; familiariser les participants avec les outils de référence pertinents; et leur donner les compétences nécessaires pour organiser et gérer de manière efficace des collections de documents. Cet atelier a été suivi par 22 membres de missions permanentes.

q) Procédures de règlement des différends commerciaux dans le cadre du GATT (Genève, 26-27 mai 1992)

48. L'objectif de cet atelier consistait à expliquer les procédures de règlement de différends, y compris les procédures de médiation et de conciliation, qui sont appliquées par le GATT. L'atelier a débuté par une présentation de la structure institutionnelle du GATT et de ses règles fondamentales, puis a fait une analyse descriptive des méthodes utilisées par les parties contractantes pour résoudre leurs différends commerciaux. Les cours ont été suivis par 33 membres de missions permanentes chargés des affaires du GATT et de la CNUCED.

r) La structure, les enjeux et techniques relatifs aux négociations économiques multilatérales (français) (Genève, 1er-5 juin 1992)

49. Le séminaire avait pour objectif d'apporter des informations sur la structure, les enjeux et les techniques de la négociation économique, en tenant compte des aspects spécifiques des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et de leurs conférences. Il a été suivi par 15 diplomates chargés des dossiers de la CNUCED, du GATT et d'autres organisations à vocation économique établies à Genève.

s) Programme de droit international (Genève, 1er-19 juin 1992)

50. Ce programme de bourses est organisé annuellement dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, en collaboration avec le Bureau des affaires juridiques de l'ONU. Des participants sélectionnés sont venus à Genève pour suivre soit le séminaire de droit international, organisé concurremment avec la session de la Commission du droit international, soit un stage dans l'un des organes ou l'une des institutions de l'Organisation des Nations Unies ayant son siège à Genève, soit l'un et l'autre.

3. Programmes de formation en matière de maintien et d'établissement de la paix

51. Des forums sur le maintien de la paix ont été organisés pour fournir aux missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées des informations régulièrement mises à jour sur les activités de maintien de la paix actuellement menées. Il s'agit des manifestations ci-après :

a) Perspectives du Cambodge (20 novembre 1991). Le premier forum de l'Institut en matière de maintien de la paix portait sur le Cambodge et a reçu l'appui du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est. Il a réuni 48 participants appartenant à 43 missions permanentes, et un participant venant d'une institution spécialisée;

b) Yougoslavie : une nouvelle mission pour l'Organisation des Nations Unies (24 janvier 1992). Le deuxième forum de l'Institut en matière de maintien de la paix portait sur la Yougoslavie et a bénéficié de l'appui du Bureau des affaires politiques spéciales. Il a réuni 75 participants appartenant à 66 missions permanentes, 2 participants représentant des missions d'observation et les représentants de 6 institutions spécialisées;

c) Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la vérification des accords de paix concernant l'Angola (18 mars 1992). Le troisième forum de l'Institut en matière de maintien de la paix portait sur l'Angola et a bénéficié de l'appui du Département des opérations de maintien de la paix. Il a réuni 45 participants appartenant à 44 missions permanentes, deux participants représentant des missions d'observation et 6 participants venant de services et de départements de l'ONU;

d) La Somalie (6 mai 1992). Le quatrième forum de l'Institut en matière de maintien de la paix a bénéficié de l'appui du Département des opérations de maintien de la paix. Il a réuni 65 participants appartenant à 61 missions permanentes et un participant venant de l'Organisation des Nations Unies;

e) Les gardes bleus (17 juin 1992). Le cinquième forum de l'Institut en matière de maintien de la paix a bénéficié de l'appui du Département des affaires humanitaires et du Bureau des services généraux. Il a réuni 38 participants appartenant à 37 missions permanentes, 2 participants représentant des missions d'observation et 3 participants venant d'institutions spécialisées.

52. Le séminaire de formation en matière de maintien de la paix (New York) s'est tenu du 23 au 27 mars 1992. Il a été organisé pour mieux faire comprendre et connaître les activités de maintien de la paix qui sont le principal instrument dont dispose l'Organisation des Nations Unies pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et a été à New York le séminaire de formation pilote de l'Institut en matière de maintien de la paix. Il a bénéficié de l'appui du Bureau de la gestion des ressources humaines et du Département des opérations de maintien de la paix.

53. Ce séminaire, qui a duré une semaine, a rassemblé 24 participants appartenant à des missions permanentes, 4 participants venant d'institutions spécialisées, 7 participants venant du Secrétariat de l'ONU et 6 observateurs. Un compte rendu a été adressé à chaque participant ainsi qu'aux missions permanente.

B. Formation au développement économique et social

54. Comme son statut l'énonce explicitement, le mandat de l'UNITAR englobe également la formation destinée à favoriser la développement économique et social. La responsabilité d'organiser ces programmes spécifiques de formation, en plein essor depuis quelques années, a été confiée au Bureau européen de l'UNITAR à Genève. Ces programmes sont établis suivant la même méthode : évaluation des besoins et inventaire des moyens, définition de groupes cibles et propositions concernant la structure, la teneur et la séquence du programme de formation. Ils sont tous mis en oeuvre avec le concours des organismes responsables du système des Nations Unies, des centres spécialisés, des instituts et des organisations non gouvernementales. Au cours de la période considérée, l'UNITAR a lancé trois grands programmes de formation au développement économique et social :

a) Formation à la gestion des ressources naturelles et environnementales;

b) Formation aux aspects juridiques de la gestion de la dette;

c) Formation à la gestion des secours en cas de catastrophe dans les pays du Sahel.

55. Ces programmes de formation ont été financés exclusivement sur des ressources extrabudgétaires. A cet égard, l'aide reçue de donateurs bilatéraux et multilatéraux est vraiment encourageante. Au cours de la

période à l'examen, l'UNITAR a redoublé d'efforts et s'est employé à concevoir et mettre en oeuvre des programmes de formation qui soient à la fois utiles, novateurs, pragmatiques et d'un coût raisonnable.

1. Formation à la gestion des ressources naturelles et environnementales

56. Les programmes de formation de l'UNITAR à la gestion des ressources naturelles et environnementales ont débuté en 1986 et, on le verra plus loin, portent sur divers domaines d'activité. Le premier de ces programmes était un programme du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)/UNITAR de formation aux techniques des systèmes d'information géographique (SIG) et aux systèmes de traitement des images dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, organisé à l'intention de scientifiques et de planificateurs des pays en développement. Initialement basés en Suisse, les programmes ont depuis été organisés en divers endroits dans les pays en développement eux-mêmes. De plus, la durée et la structure des sessions ont été modifiées. Les cours et les ateliers sont désormais plus courts, plus intensifs et axés sur la pratique.

57. Un deuxième domaine d'activité a trait au programme commun Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT)/UNITAR sur la mise en oeuvre des Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international. Là encore, cours pratiques et très techniques et évaluations globales des politiques vont de pair. A l'instar des autres activités, ce programme fait intervenir un large éventail de partenaires appartenant au système des Nations Unies, aux milieux universitaires et au secteur privé; il organise des ateliers et des séminaires à l'échelle nationale et régionale.

58. Enfin, toute une série de nouveaux programmes sont actuellement mis au point dans le cadre du programme de l'UNITAR sur le règlement négocié des différends en matière d'environnement. Organisé lui aussi en coopération étroite avec des partenaires du système des Nations Unies, des universités et du secteur privé, le programme traite des problèmes d'environnement qui pourraient être réglés par la négociation, aux niveaux tant national qu'international.

59. Les diverses composantes des programmes de formation en matière d'environnement tendent à toujours plus d'intégration et s'inscrivent de façon cohérente dans les activités nouvelles. La formation dans les domaines liés aux conventions internationales ou à l'adoption de directives écologiques fera appel au savoir-faire de tous les secteurs et programmes. L'UNITAR devra donc grouper ces programmes, tant du point de vue théorique que pratique, afin d'apporter des solutions pragmatiques, techniques et administratives à des préoccupations spécifiques et générales liées à l'environnement.

a) Programme de formation PNUE/UNITAR aux techniques des systèmes d'information géographique dans le domaine de la gestion des ressources naturelles

60. Au cours de la période considérée, l'UNITAR a exécuté plusieurs programmes portant sur les systèmes d'information géographique appliqués à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, qui se répartissent comme suit, en fonction de la région ou du thème :

- a) Stages annuels de formation technique aux SIG à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL);
- b) Activités menées dans le cadre du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes à Katmandou (Népal);
- c) Ateliers d'initiation aux SIG et aux questions connexes destinés aux scientifiques et planificateurs des pays en développement ou engagés dans un processus de redressement;
- d) Séminaires/ateliers de perfectionnement ou de suivi sur les SIG;
- e) Autres ateliers/séminaires liés aux SIG.

Ces activités sont décrites plus en détail ci-après.

i) Programme de formation aux techniques des systèmes d'information géographique dans le domaine de la gestion de l'environnement
(Lausanne (Suisse), 7 janvier-11 mai 1991; 11 janvier-15 mai 1992)

61. Depuis 1987, l'UNITAR organise un stage de formation de quatre mois en collaboration avec le Département de l'agriculture, de l'environnement et de la cartographie de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Le cours, mis au point conjointement par le PNUE, l'UNITAR et l'EPFL, a été suivi en 1991 par six scientifiques venus du Mexique, du Niger, de la République arabe syrienne, du Sénégal et de la Tunisie. Après avoir été initié aux SIG et au traitement des images, chaque participant a mis au point un projet d'application particulier correspondant aux activités de son institution et a reçu une orientation à cet effet. Contrairement aux années précédentes, les six stagiaires de 1992 provenaient d'une seule région linguistique et culturelle, l'Amérique latine, premier pas vers une formation plus courte, intensive, pratique et dispensée dans les régions en développement.

ii) Programme de formation aux techniques des systèmes d'information géographique à l'intention des scientifiques du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) et de la région de l'Hindou Kouch
(Bangkok (Thaïlande), 30 avril-4 août 1990)

62. En vue de réaliser les objectifs assignés au projet de système d'information sur l'environnement et les ressources naturelles des montagnes, ICIMOD a demandé à l'Institut de l'aider à former ses scientifiques et analystes, ainsi que les gestionnaires des ressources naturelles des pays participant à l'ICIMOD, chargés de planifier, de mettre en valeur et de protéger l'environnement des écosystèmes montagneux grâce à la télédétection

et aux SIG. L'UNITAR a donc conçu et organisé un stage de formation de quatre mois à l'Institut asiatique de technologie de Bangkok, avec l'appui logistique du PNUE/GRID, à l'intention de scientifiques venus de deux pays participant à l'ICIMOD (Chine et Népal).

- iii) Ateliers pluridisciplinaires sur les systèmes d'information géographique en matière de gestion de l'environnement destinés aux scientifiques et planificateurs de la région de l'Hindou Kouch (Katmandou (Népal), 24-30 septembre 1991)

63. Cet atelier était le premier d'une série de programmes intensifs de formation de pointe que l'UNITAR devait organiser, avec le concours de l'ICIMOD, à l'intention de spécialistes de la région de l'Hindou Kouch. Un groupe pluridisciplinaire de 11 Chinois et Népalais y ont participé. D'une durée de sept jours, cet atelier intensif, spécialement conçu à l'intention de spécialistes, était axé sur l'initiation aux principes et aux techniques d'analyse des SIG, à la télédétection et au traitement des images numériques, ainsi qu'aux techniques d'encodage, de transformation et de transfert des données.

- iv) Ateliers pluridisciplinaires sur les systèmes d'information géographique en matière de gestion de l'environnement destinés aux scientifiques et planificateurs tchécoslovaques (Prague, 19-24 mai et Banska Stiavnica, 26-31 mai 1991)

64. Spécialement conçus pour des scientifiques et des gestionnaires des ressources naturelles et de l'environnement, ces deux ateliers ont été organisés en coopération étroite avec les autorités tchécoslovaques - Comité fédéral pour l'environnement, Ministère tchèque de l'environnement, Commission slovaque pour l'environnement, Centre d'informatin écologique de Prague et Centre pour l'aménagement des abords et des espaces verts de Banska Stiavnica. Un groupe pluridisciplinaire de 38 représentants de 27 instituts, ministères et universités tchécoslovaques ont participé aux ateliers sur les SIG appliqués à l'analyse et à la gestion de l'environnement. Ces deux ateliers intensifs d'une semaine se sont tenus à Liblice, au nord de Prague, et à Banska Stiavnica, à l'est de Bratislava.

- v) Atelier de perfectionnement sur les SIG dans le cadre du Programme méditerranéen d'action prioritaire (PAP) (Split (Yougoslavie), 21-25 janvier 1991)

65. Cet atelier de perfectionnement était destiné à d'anciens stagiaires des programmes de formation aux SIG organisés par l'UNITAR. La formation des six stagiaires était assurée par un formateur de l'Institut de recherche sur les écosystèmes (ESRI) de Redlands (Californie). Il s'agissait avant tout de former des formateurs et les anciens stagiaires sont fréquemment appelés à travailler en tant que formateurs aux SIG.

- vi) Atelier de perfectionnement sur les SIG dans le domaine de la gestion de l'environnement (Santiago et Puerto Montt (Chili), 9-15 mars 1992).

66. Cet atelier était organisé à l'intention des spécialistes latino-américains qui avaient suivi les stages de formation PNUE/UNITAR à

l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Une session spéciale a été consacrée à dresser le bilan de cinq années de formation. La formation était centrée sur la détection des erreurs dans les données grâce au Système de positionnement universel (GPS), l'analyse des changements grâce aux SIG, les SIG et la production cartographique, ainsi que la prise de décisions à objectif unique ou multiple.

vii) Exposé sur les SIG et leurs applications énergétiques
(Tripoli (Libye), novembre 1991)

67. En novembre 1991, l'UNITAR a participé à une conférence sur l'énergie et l'environnement, parrainée par la Fondation internationale de l'énergie à Tripoli (Libye). L'exposé de l'UNITAR a porté sur le rôle des SIG dans le suivi, l'évaluation et la prévision en matière d'approvisionnement et de conservation énergétiques.

b) Programme GEMS/UNITAR pour l'Afrique

68. Le programme GEMS/UNITAR pour l'Afrique vise à renforcer les capacités nationales de suivi et d'évaluation en favorisant l'expansion de systèmes informatiques pour l'environnement. A l'échelon national, le programme a assuré la formation aux SIG de responsables de la gestion des ressources, aux échelons régional et sous-régional; on met actuellement en place des programmes d'appui technique (cours de formation, soutien technique et séminaires) dans le cadre de structures sous-régionales existantes.

i) Programme de formation au SIG destiné à des scientifiques de pays africains francophone
(Nairobi (Kenya), 4 juin-31 août 1990)

69. Grâce à des ordinateurs donnés par IBM en 1988, le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi a pu offrir des stages de formation. Le PNUE et l'UNITAR ont mis au point un cursus portant sur le SIG, qui a été suivi en été 1990 par cinq stagiaires africains francophones.

ii) Programme de formation au SIG appliqué à la gestion de l'environnement, destiné à des scientifiques africains
(Nairobi (Kenya), 21 janvier-21 avril 1991)

70. Il s'agissait du troisième programme de formation aux SIG organisé par GEMS/UNITAR. Les cours ont été dispensés au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection de Nairobi. Les 10 participants étaient originaires de quatre Etats membres de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (Botswana, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Zambie) et de l'Ouganda - au titre d'un accord de formation conclu avec la Banque mondiale. Après s'être initié aux principes de base des SIG et à la technologie du traitement de l'Image, chaque participant a mis au point, un projet d'application particulier correspondant aux activités de son institution et reçu une orientation à cet effet.

iii) Atelier sous-régional de formation aux SIG à l'intention des pays de la SADCC (réunion préparatoire)

(Harare (Zimbabwe), 8-9 janvier 1992)

71. En collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, le PNUÉ et l'organisme allemand de coopération technique (GTZ), un atelier sur les SIG a été organisé au niveau sous-régional à l'intention de participants originaires des 10 Etats membres de la SADCC (Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe). On y a discuté d'un programme d'appui technique, dont la première phase sera lancée en 1992. L'une des recommandations formulées à l'issue de l'atelier portait sur la création de réseaux entre la SADCC-ELMS et les entités nationales SIG/SIE.

iv) Programme sous-régional UNITAR/UNSO/AGRHYMET de formation aux SIG

(Niamey (Niger), 19 mars-21 mai 1992)

72. Les entités SIE reçoivent un appui technique à l'AGRHYMET de Niamey (Niger). De mars à mai 1992, un cours de deux mois consacré aux SIG et aux questions connexes a été dispensé à des scientifiques et planificateurs des Etats membres du CILSS; la formation était assurée par d'anciens stagiaires de l'UNITAR qui avaient suivi les cours de l'école polytechnique fédérale de Lausanne. Les participants étaient originaires du Burkina Faso, du Cap-Vert, du Niger, du Mali et du Tchad.

73. Des séminaires nationaux de formation aux SIG ont eu lieu dans les villes suivantes :

Abidjan 14 juillet 1991
Kampala, 21-23 août 1991
Lusaka, 22 octobre 1991
Gaborone, 11 février 1992
Dar-es-Salaam, 28 février 1992
et Maseru, 3 mars 1992

74. Après avoir commencé par organiser des cours de quatre à six mois à Genève et à Lausanne ainsi qu'à Nairobi, l'UNITAR a progressivement adopté une formule de stages plus courts, intensifs, pratiques, organisés dans les régions en développement. Plus "mobile", cette approche permet de former plus de gens et de travailler aussi bien avec des scientifiques, des planificateurs et d'anciens stagiaires qu'avec d'autres personnes, dans leur cadre professionnel. De plus, cette méthode permet d'étendre et de renforcer le réseau de stagiaires, de conférenciers et d'institutions participant aux programmes de formation.

75. Au cours de la période à l'examen, des programmes concrets ont été mis au point qui seront bientôt lancés dans cinq régions géographiques :

a) Amérique latine : faisant suite au séminaire/atelier de formation aux SIG et de perfectionnement tenu en mars 1993, un nouveau séminaire régional de perfectionnement se tiendra en mars 1992 au Chili et portera sur la gestion de l'environnement. Il se fera en coopération avec l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et avec l'Université du Chili. De

plus, un séminaire portant sur les SIG appliqués au domaine de la santé se tiendra à Sao Paulo, avec le concours de la municipalité de Sao Paulo et l'organisme italien de coopération au développement.

b) Asie : Les ateliers d'initiation et de perfectionnement aux SIG se poursuivront en coopération avec le Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) à Katmandou (Népal). En septembre et octobre 1992, plusieurs ateliers seront organisés à l'intention de stagiaires népalais, chinois et bangladaisi.

c) Europe centrale et orientale : en collaboration avec la base de données GRID/Arendal-Stockholm, un atelier d'initiation aux SIG destiné aux scientifiques et planificateurs lituaniens, responsables des ressources naturelles est prévu pour octobre-novembre 1992. De plus, on examine actuellement la possibilité d'organiser un cours de suivi dans la République tchèque et slovaque.

d) Moyen-Orient : un programme UNITAR/HABITAT de formation aux SIG appliqués à la répartition démographique à l'énergie et à l'environnement aura lieu au Caire (Egypte) en janvier 1993.

e) Afrique : dans le cadre du Programme GEMS/UNITAR pour l'Afrique, de nouveaux séminaires nationaux de formation aux SIG seront organisés. De plus, un suivi sera assuré aux cours dispensés à l'AGRHYMET. Enfin, l'UNITAR et le Centre de la FAO pour la télédétection et les SIG étudient actuellement les possibilités d'organiser un atelier sur les SIG appliqués à l'agriculture écologiquement viable et à la sécurité alimentaire.

76. Même si jusqu'à présent le programme de formation aux SIG s'est essentiellement axé sur la gestion de l'environnement, il a également abordé d'autres aspects du développement économique et social tels que l'urbanisme, la démographie, la santé, l'énergie, les transports, la sécurité alimentaire, etc. A l'avenir, la coopération avec d'autres organisations comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Habitat, l'OMS, s'ajoutant à celle établie avec le PNUE, permettra d'élargir considérablement la portée du Programme de formation aux SIG. En outre, on envisage actuellement de collaborer avec l'Université Clark (Atlanta) et avec IBM pour établir des réseaux SIG grâce aux télécommunications.

- c) Programme de formation PNUE/UNITAR sur l'application des Directives de Londres applicables à l'échange de renseignements sur les produits chimiques qui font l'objet du commerce international

Evaluation des besoins en formation

77. En juillet 1991, des représentants de l'UNITAR/RISCT se sont rendus dans plusieurs pays de la région de l'Asie et du Pacifique (Indonésie, Malaisie, Sri Lanka et Thaïlande) pour :

a) Attirer l'attention des gouvernements sur les activités de formation programmées par l'UNITAR/RISCT et leur procurer les informations nécessaires à ce sujet;

b) Examiner avec les participants éventuels la structure et le contenu de futurs ateliers;

c) Evaluer les besoins en formation et en assistance des RNSCPT;

d) Sensibiliser davantage les pays de la région aux problèmes pratiques de la gestion des substances chimiques.

78. Plusieurs ministères concernés par l'application du mécanisme de consentement préalable en connaissance de cause (ICP) et par la gestion des substances chimiques ont été consultés, en particulier les ministères de l'environnement, de l'agriculture, de la santé et du commerce, ainsi que les autorités douanières. Le RISCPT/UNITAR a pu ainsi tirer plusieurs conclusions :

a) La plupart des pays de la région ne sont pas en mesure de contrôler comme il convient les substances chimiques arrivant sur leur territoire;

b) Certains pays envisagent actuellement de dresser l'inventaire des substances chimiques existantes et des procédures de notification applicables aux nouvelles substances, mais de sérieuses difficultés apparaissent au stade de l'application;

c) L'accès aux systèmes informatiques internationaux sur la dangerosité des substances chimiques est insuffisant car ces pays ne disposent pas du matériel et des logiciels nécessaires. Il existe généralement des systèmes harmonisés pour l'évaluation et la notification des risques (notamment classification et étiquetage) dans le secteur des transports, ce qui n'est pas vrai pour la consommation domestique et industrielle des substances chimiques.

d) Rares sont les structures permettant de mener des études sur l'évaluation des risques et, quand elles existent, elles doivent être renforcées.

e) Il est difficile de coordonner l'action des différents ministères compétents en matière de gestion des substances chimiques au niveau national et les organisations internationales accentuent souvent ce problème en ne traitant exclusivement qu'avec un seul ministère au lieu d'adopter une démarche plurisectorielle.

79. Les activités de formation RISCPT/UNITAR ont débuté dans la région de l'Asie et du Pacifique par un atelier régional FAO-PNUE/UNITAR sur l'application du mécanisme du consentement préalable (ICP) tenu à Manille (Philippines), du 29 juillet au 2 août 1991. Cet atelier, organisé conjointement par l'UNITAR et la FAO, a réuni tous les organismes nationaux désignés de la région aussi bien ceux qui sont chargés des pesticides que ceux chargés des substances chimiques industrielles ou domestiques. L'accent a été mis sur les principaux éléments et procédures du mécanisme ICP, ainsi que sur les responsabilités administratives des organismes nationaux désignés. Lesdits organismes chargés des pesticides se sont penchés sur une étude de cas dans leur domaine de compétence tandis que ceux investis d'un mandat plus large dans le cadre des Directives de Londres ont procédé à une discussion plus approfondie des problèmes liés à la gestion des substances chimiques.

industrielles et domestiques, eu égard au mécanisme ICP. Le RISCPT et l'UNITAR ont pu tirer des deux sessions des indications pratiques quant aux activités de suivi à mettre en place.

80. Forts de l'expérience acquise au cours des deux premières phases du programme, le RISCPT et l'UNITAR ont invité plusieurs pays à participer à un atelier de suivi plus approfondi, au niveau sous-régional. L'atelier sous-régional PNUE/UNITAR sur l'application du mécanisme de consentement préalable donné en connaissance de cause : du mécanisme ICP à la gestion des substances chimiques a eu lieu à Kuala Lumpur (Malaisie), du 9 au 13 décembre 1991. Cet atelier a traité plus en détail des aspects institutionnels, juridiques, administratifs et techniques liés à l'application du mécanisme ICP au niveau national. À cette occasion, outre les organismes nationaux désignés, chaque pays participant était représenté par plusieurs autres organismes s'occupant de la gestion des substances chimiques. D'une manière générale, les participants à l'atelier venaient des Ministères de l'environnement, de l'agriculture, de la santé, du commerce et de l'industrie. Les autorités douanières étaient également représentées.

81. S'agissant des organismes nationaux désignés, l'atelier de Kuala Lumpur a été la première occasion de faire rapport au RISCPT sur certaines des difficultés rencontrées sur le plan opérationnel au cours de la phase initiale du mécanisme ICP. Il importe de souligner également que l'atelier comportait aussi bien des séances plénières d'information que des discussions en petits groupes de travail.

a) Des groupes de travail nationaux ont détecté des lacunes dans l'infrastructure nationale de gestion des substances chimiques par rapport au mécanisme ICP;

b) Des groupes de travail sectoriels ont discuté du rôle des Ministères de la santé publique, de l'industrie, du commerce et des douanes par rapport au mécanisme ICP;

c) Des groupes de travail spécifiques ont procédé à un exercice de simulation, où les participants devaient se prononcer sur l'importation d'un produit chimique industriel soumis au mécanisme ICP.

82. L'atelier de Kuala Lumpur a donné lieu à de multiples suggestions et recommandations visant à améliorer le mécanisme ICP et aussi à encourager d'autres organisations internationales, comme le Conseil de coopération douanière, à conformer leurs activités aux Directives de Londres et au mécanisme ICP.

83. Dans le cadre de la quatrième phase du programme de formation dans la région de l'Asie et du Pacifique, on a organisé un atelier RISCPT/UNITAR sous-régional sur les registres nationaux de substances chimiques potentiellement toxiques (RNSCPT) à Cha-Am (Thaïlande), du 30 mars au 10 avril 1992.

84. Les RNSCPT peuvent être définis comme des centres nationaux qui collectent, gèrent et diffusent les données relatives aux substances chimiques selon des principes et des méthodes reconnus par le Registre international des

substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT). Ils ont pour objectifs principaux de :

a) Créer des bases de données nationales sur les substances chimiques qui permettent de compléter les données du RISCPT, par des données spécifiques aux pays intéressés;

b) Etablir un cadre institutionnel qui permette d'assurer efficacement l'échange de données sur les substances chimiques potentiellement toxiques, aux niveaux tant national qu'international;

c) Fournir aux décideurs nationaux des renseignements d'ordre scientifique et juridique leur permettant d'évaluer et de gérer en connaissance de cause les risques liés aux substances chimiques potentiellement toxiques.

85. Grâce à ces registres nationaux (RNSCPT), les organes décisionnels nationaux disposeront de données complémentaires utiles (notamment sur l'importation, la production et la dangerosité des substances chimiques) leur permettant d'autoriser, en meilleure connaissance de cause, l'importation de telle ou telle substance chimique soumise au mécanisme ICP. L'atelier de Cha-Am est venu compléter les ateliers régionaux et sous-régionaux FAO-PNUE/UNITAR sur l'application du mécanisme ICP, en s'attachant plus particulièrement aux aspects techniques et aux problèmes soulevés par la gestion des substances chimiques.

86. Le PNUE et l'UNITAR ont invité des représentants des Registres nationaux déjà constitués dans la région de l'Asie et du Pacifique (République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande, Sri Lanka). Chaque registre national était représenté par un scientifique ou un technicien, auxquels se sont ajoutés pendant la deuxième semaine, les directeurs des RNSCPT. Des représentants de l'Inde, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Philippines ont également été invités à participer à l'atelier. Ces trois pays se sont déclarés désireux de participer au programme RISCPT/NRSCPT.

87. Au cours de la première semaine, les scientifiques et les techniciens se sont familiarisés avec la structure et le contenu de bases de données du RISCPT, ainsi qu'avec la nouvelle version mise au point pour les ordinateurs personnels. Pendant la deuxième semaine, les sujets suivants ont été abordés : établissement d'un inventaire des substances chimiques existantes, mise au point de critères applicables aux substances chimiques prioritaires, mise en place de réseaux nationaux d'échange d'informations, techniques de calcul et d'évaluation de risques, etc.

88. Le programme de formation PNUE/UNITAR a commencé ses activités dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en participant activement à l'organisation d'un atelier régional sur les problèmes liés à l'utilisation des pesticides tenu à Santa Fé de Bogotà (Colombie), du 21 au 25 avril 1992.

89. C'était la première fois que des participants venus de plus de 15 pays d'Amérique latine étaient informés des Directives de Londres et du mécanisme ICP. Les OND présents ont également été consultés sur la stratégie qu'il convenait d'adopter pour mener au niveau sous-régional et de façon approfondie des activités coordonnées de formation à l'application du mécanisme ICP et à la mise en place de registres nationaux.

90. Il est apparu que seul un très petit nombre de pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes disposaient des mécanismes juridiques et institutionnels leur permettant de gérer et de contrôler les substances chimiques industrielles. Pour assurer le succès des activités futures de formation dans la région, il faudra par conséquent trouver les bons partenaires (OND et autres institutions) qui seront en fin de compte appelés à autoriser les importations soumises au mécanisme ICP. Il est permis de croire que les enseignements tirés des activités menées dans la région de l'Asie et du Pacifique s'avéreront utiles pour y parvenir.

d) Programme de formation de l'UNITAR à la négociation et au règlement des conflits en matière d'environnement

91. Elaboré depuis 1991, ce programme vient d'être lancé officiellement lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) réunie à Rio de Janeiro (Brésil). Il s'agit d'une collaboration entre l'UNITAR, le National Institute for Dispute Resolution (NIDR) de Washington (Etats-Unis d'Amérique) et la World Foundation for Environment and Development (WFED) d'Oslo (Norvège).

92. Le programme a pour objectif d'étudier les besoins des gouvernements et des collectivités - en particulier ceux des pays en développement et des pays en phase de redressement - afin de renforcer leurs capacités à négocier et résoudre de façon efficace les différends dans le domaine de l'environnement et du développement. Il vise à promouvoir la coopération et un développement durable en s'attachant particulièrement à :

a) Faciliter les négociations internationales dans le domaine de l'environnement/développement et les initiatives intergouvernementales correspondantes visant à résoudre les différends;

b) Apporter une assistance, en tant que de besoin, aux négociations et à l'application des accords régionaux/sous-régionaux portant sur les ressources naturelles ou les dangers partagés, la pollution transfrontière et les conflits y afférant en matière d'environnement;

c) Améliorer les techniques de négociation et augmenter la participation du public, aux niveaux local et national, en ce qui concerne la formulation et l'application de politiques et de plans dans le domaine de l'environnement et du développement;

d) Apporter une assistance pour résoudre les différends concernant l'évaluation de l'impact sur l'environnement, les modalités de participation du public et l'application du droit de l'environnement.

93. Il est nécessaire, pour formuler des plans d'organiser des ateliers de formation correspondant aux principales négociations et initiatives de règlement des différends internationales portant sur l'environnement. Ces ateliers auront lieu aussi bien au niveau régional que national. Un ensemble de programmes d'études de base est actuellement mis au point conjointement avec le NIDR, la WFED ainsi que d'autres groupes intéressés.

94. Des consultations sur les activités de formation sont en cours avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies concernant les changements climatiques, le PNUC, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la CNUCED. Le programme devrait fournir des éléments clefs pour les activités de formation existantes et prévues de ces organisations.

95. Les activités entreprises au titre de ce programme pendant la période concernée sont les suivantes :

- i) Séances d'information générale de l'UNITAR sur les principaux problèmes débattus au cours de la CNUCED (Genève, 17-24 juillet 1991)

96. Ces séances ont été organisées en premier lieu à l'intention des missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Cinq d'entre elles, tenues en coopération avec divers organes de l'ONU, organisations internationales et organisations non gouvernementales, ont porté sur les sujets suivants : déforestation et diversité biologique, changement climatique mondial, environnement et développement économique, transfert de technologie, enseignement et formation en matière d'environnement. Une moyenne de 35 diplomates, venant de quelque 20 pays, y ont assisté.

- iv) Réunion d'experts de l'UNITAR sur la formation aux négociations sur l'environnement et le développement (Genève, 21-22 novembre 1991)

97. La réunion d'experts avait pour but de conseiller l'UNITAR dans l'élaboration de ses programmes de formation aux négociations et au règlement des différends dans le domaine de l'environnement. Quarante experts en divers domaines, représentant plus de 15 pays tant du sud que du nord, ont participé à cette réunion qui a confirmé combien il était urgent d'aider les gouvernements dans leurs activités de formation, en particulier dans les pays en développement et ceux en phase de redressement. Les experts ont souligné le caractère nouveau de ce domaine, et déploré l'absence de formation et d'assistance en la matière; aussi ont-ils instamment demandé à l'UNITAR d'achever l'élaboration du programme.

98. Les conseils émis par les experts à l'intention de l'UNITAR figurent dans deux documents de travail établis sur la base des propositions présentées lors de la réunion, ainsi que dans une liste de recommandations et de principes que l'UNITAR devrait examiner pour poursuivre l'élaboration de son programme. Les documents de travail et les recommandations sont présentés dans le rapport sur la réunion d'experts (UNITAR/92/D003).

- iii) Atelier de pré-session Comité intergouvernemental de négociation d'une convention-cadre sur les changements climatiques/Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (CIN/CCCC/GIEC)/UNITAR sur les négociations internationales relatives à l'environnement (Woods Hole, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique), 25-29 avril 1992)

99. Cet atelier a précédé la cinquième session prolongée sur les négociations relatives au changement climatique tenue à New York. L'UNITAR a aidé à organiser cet atelier dans le cadre des activités du CIN-CCCC visant à faire

participer les pays en développement et ceux en phase de redressement aux négociations sur les changements climatiques. Les 12 participants de l'atelier, venant de 11 pays ont ainsi acquis des notions de base en matière de négociations au niveau multilatéral.

2. Aspects juridiques de la gestion de la dette

100. Le programme relatif à la gestion de la dette a été lancé à l'issue d'une réunion d'experts de haut niveau, tenue à Genève en 1987. On y avait signalé l'absence de formation dans ce domaine, en particulier sur les aspects juridiques, et recommandé la création d'un programme de formation et de diffusion de l'information axé sur les pays les moins avancés (PMA).

101. Le programme vise à sensibiliser davantage les décideurs et à initier les responsables de la gestion de la dette aux aspects juridiques, souvent négligés, de ce problème, ainsi qu'à susciter des idées et des initiatives destinées à mettre en place des stratégies régionales, sous-régionales et nationales portant sur ces questions.

102. Une importance particulière a été accordée aux aspects juridiques de la gestion de la dette après la réalisation d'études et d'enquêtes détaillées sur les besoins des gestionnaires de la dette extérieure en Afrique subsaharienne et les moyens dont ils disposent. Grâce à un meilleur appui juridique les pays en développement pourront négocier des prêts à des conditions plus favorables et ainsi renforcer leurs économies. Il a été également souligné que dans de nombreux cas, la dette était mieux gérée lorsque l'on mettait pleinement à profit la protection qu'offrent les textes juridiques. Enfin, dans ces pays, a-t-on fait observer, on ne pouvait guère compter sur l'aide d'institutions pour diffuser l'information et assurer la formation dans ce domaine particulier.

103. Le programme s'est régulièrement développé depuis. En 1990 et 1991, plusieurs séminaires et ateliers ont eu lieu en Afrique subsaharienne et une unité d'assistance opérationnelle a été créée pour aider à la collecte et à la diffusion des données d'information destinées aux gestionnaires de la dette. En 1992, le programme s'étendra à l'Asie et au Pacifique.

a) Ateliers nationaux de suivi sur les aspects juridiques de la gestion de la dette en Afrique de l'Est (en anglais)

104. Trois ateliers nationaux de suivi ont été organisés en collaboration avec la Banque de développement de l'Afrique de l'Est. Deux d'entre eux ont eu lieu simultanément à Nairobi et Dar-es-Salaam du 8 au 12 juillet 1991. Le troisième s'est réuni à Kampala du 20 au 24 juillet 1992.

105. La nécessité d'organiser des ateliers nationaux de suivi axés sur certains aspects de la gestion de la dette revêtant une importance particulière pour la région, a été mise en évidence au cours du séminaire sous-régional tenu à Nairobi (Kenya) en 1990 à l'intention de participants venus du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie. Les ateliers devaient porter sur trois sous-domaines de la restructuration de la dette : le rééchelonnement par le biais des Clubs de Paris et de Londres; l'emprunt public et les principes du droit budgétaire; et l'arbitrage. Leurs principaux objectifs étaient de susciter des débats approfondis sur les moyens

d'éviter la crise liée à la dette, ainsi que de faire mieux connaître le Club de Paris et ses fonctions. Divers articles et clauses d'un procès-verbal du Club de Paris ont également été étudiés en détail. Les participants devaient évaluer dans quelle mesure les différents instruments présentés au cours de l'atelier (rééchelonnement, rachat, conversion en prise de participation ou en investissement écologique) pouvaient aider à alléger la dette. Les problèmes de l'arbitrage ont également fait l'objet d'un débat approfondi axé sur la clause de la loi applicable et celle attributive de compétence dans les contrats internationaux.

b) Séminaire sous-régional sur les aspects juridiques de la gestion de la dette en Afrique de l'Ouest (en anglais)
(Accra (Ghana), 7-16 octobre 1991)

106. L'UNITAR a organisé, en octobre 1991, un séminaire sous-régional à Accra (Ghana) à l'intention de participants venus de la Gambie, du Ghana et du Nigéria. Ce séminaire visait principalement à sensibiliser, tout en les formant, les juristes à l'importance de leur rôle dans la gestion de la dette. Le programme était le suivant : introduction à la gestion de la dette; questions juridiques essentielles et rôle du juriste; procédures d'emprunt national et d'approbation de la garantie; parties à l'accord et loi applicable; obligations financières; clauses en cas de défaut, force majeure et changement de circonstances; cofinancement et clauses suspensives; règlement des différends; pratique du crédit à l'exportation; formation d'un consortium de prêt; restructuration de la dette nationale. Des experts, venus d'Afrique ainsi que d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, ayant une expérience tant théorique que pratique des divers problèmes liés à la gestion de la dette, ont dirigé ce séminaire.

c) Ateliers nationaux de suivi sur les aspects juridiques de la gestion de la dette en Afrique de l'Ouest (en anglais)

107. Deux ateliers nationaux de suivi ont eu lieu simultanément à Accra et Lagos à l'intention de 28 Ghanéens et 5 Gambiens (à Accra) d'une part, et de 25 Nigériens (à Lagos) d'autre part. Ils ont été organisés comme suite aux recommandations formulées par les participants des pays d'Afrique de l'Ouest lors du séminaire sous-régional tenu en 1991.

108. Les sujets étudiés ont été les suivants : rééchelonnement par le biais des Clubs de Paris et de Londres; arbitrage; nouvelles techniques de réduction de la dette dont la conversion. Ce dernier thème a été abordé en raison non seulement de l'importance des conversions de la dette en prise de participation en Afrique, mais aussi parce que les pays de cette région peuvent tirer avantage de l'expérience menée en Amérique latine.

109. Ces deux ateliers de suivi ont également vu la création de deux associations africaines de droit, l'une à Accra (Ghana Association of Economic Lawyers), et l'autre à Lagos (International Debt Management Law Association). Ces deux associations sont le résultat direct des activités menées par l'UNITAR en Afrique de l'Ouest sur les aspects juridiques de la gestion de la dette. Impartiales et sans but lucratif, elles aideront les groupements de spécialistes à se constituer en Afrique pour traiter certains aspects du problème de la dette en sensibilisant les hauts fonctionnaires, les

économistes, les juristes, les experts en finances, les responsables de l'évaluation des projets, et d'autres décideurs, à l'importance du rôle des juristes et des aspects juridiques de la gestion de la dette.

3. Planification et organisation des opérations de secours en cas de catastrophe

110. Aux termes d'une étude détaillée (1988-1989), l'UNITAR a mis au point un programme de formation en deux temps à l'intention des responsables de la gestion des secours en cas de catastrophe dans les pays du Sahel, dont le financement avait été obtenu vers la fin de 1990. La première phase (atelier de sensibilisation pour les décideurs) a débuté en 1991 avec la participation de gestionnaires de haut niveau des ateliers organisés au Burkina Faso (en avril), au Niger (en mai), et au Tchad (en novembre). Les participants ont adressé des recommandations à leurs gouvernements et formulé des propositions d'ordre général concernant la deuxième phase du programme, à savoir la formation des cadres moyens. Celle-ci devrait débuter au Burkina Faso et au Niger en 1992; d'autres ateliers de sensibilisation seront organisés dans d'autres pays du Sahel (Mali, Mauritanie et Sénégal notamment) au cours des prochains mois.

a) Atelier à l'intention des responsables des programmes de secours en cas de catastrophe (Ouahigouya, Burkina Faso, 23-26 avril 1991)

111. Dix-neuf participants, dont quatre observateurs des pays voisins et du Comité permanent inter-Etats de la lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) ont assisté à cet atelier. Les conseillers techniques venaient de la FAO, de l'OMS, du PNUD-UNDRO et de l'UNITAR. Des recommandations ont été adressées au Gouvernement du Burkina Faso.

b) Atelier national à l'intention des responsables des programmes de secours en cas de catastrophe (Tapoa, Niger, 21-24 mai 1991)

112. Dix-huit participants, dont trois observateurs des pays voisins, ont assisté à cet atelier. Les conseillers techniques venaient de la FAO, de l'OMS et de l'UNITAR. Des recommandations ont été adressées par les participants à leur gouvernement.

c) Atelier sur l'organisation des secours en cas de catastrophe à l'intention des décideurs (Douguia, Tchad, 26-29 novembre 1991)

113. Vingt-trois participants, dont 19 Tchadiens et 4 observateurs venant de pays voisins et du CILSS, ont participé à cet atelier. Les conseillers techniques venaient du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'UNITAR. Les participants, après des discussions approfondies portant sur les structures nationales, ont également adressé des recommandations à leur gouvernement.

4. Elaboration de programmes

114. Six programmes distincts de formation portant sur le développement économique et social sont actuellement mis au point par l'UNITAR. Ils sont élaborés et mis en oeuvre à l'extérieur du Bureau de Genève. Trois d'entre

eux portent sur la formation aux problèmes de l'environnement, un autre sur le règlement des différends et les derniers ont trait à des domaines plus spécialisés. Les programmes concernant l'environnement supposent l'application d'instruments internationaux d'intervention et répondent aux besoins de formation.

115. Les programmes de formation de l'UNITAR ont vu leur nombre et leur ampleur augmenter au cours de l'année passée grâce, en partie, aux bons résultats des activités entreprises par l'Institut au cours des sept dernières années dans le domaine de la formation au développement économique et social, et de l'environnement en particulier, et, d'autre part, parce que l'UNITAR, institution spécialisée des Nations Unies indépendante, offre une tribune institutionnelle et un réseau international uniques.

a) Programme de formation secrétariat de la CITES/UNITAR destiné à la mise en oeuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)

116. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES), entrée en vigueur en 1975, est l'instrument international portant sur l'environnement qui a été le plus largement adopté, avec 112 parties (bientôt 115), dont 74 pays en développement. Elle a pour principal objectif de protéger les espèces menacées d'extinction de la surexploitation et de la disparition et d'encourager l'utilisation rationnelle de la faune et de la flore. Elle prévoit un système de permis d'importation et d'exportation devant conduire à un contrôle mondial du commerce international des espèces en voie d'extinction et de leurs produits en en réglementant l'exploitation commerciale, principale cause d'extinction.

117. Les pays sont de plus en plus nombreux à reconnaître les bienfaits économiques potentiels que représente la réglementation du commerce de leur faune et de leur flore. Toutefois, la demande dans les pays développés d'animaux et de plantes (et de leurs produits) exotiques a augmenté récemment au point d'entraîner un commerce illicite d'une ampleur considérable et de faire peser une lourde charge sur les ressources humaines et techniques des pays en développement en particulier. L'application stricte et effective de la CITES est plus que jamais nécessaire. La formation des fonctionnaires au niveau national peut aider à y parvenir.

Bref historique et activités récentes

118. En 1991, le secrétariat de la CITES et l'UNITAR sont convenus de travailler ensemble et d'élaborer un programme de formation destiné aux fonctionnaires des Etats membres de la CITES afin d'en faciliter l'application. L'expérience de l'UNITAR dans le domaine de la formation et de la recherche alliée aux connaissances spécialisées et au réseau d'experts du secrétariat promettaient d'être un moyen efficace d'aborder ce projet. L'UNITAR a donc accepté d'exécuter le programme, d'élaborer des activités de formation et le matériel nécessaire, d'évaluer les activités de programme, d'établir régulièrement des rapports et de mener des enquêtes. Dans un premier temps, l'Institut a mis au point, fin 1991, un questionnaire pour obtenir des informations sur les problèmes réels que pose l'application de la

CITES et définir les domaines de formation. Les réponses au questionnaire, qui a été diffusé au début de 1992, sont arrivées tout au long d'avril et de mai de la même année. L'UNITAR les analyse actuellement et publiera un rapport sur les résultats de l'enquête vers la mi-juillet 1992.

119. Sur la base de ces résultats et d'un inventaire des activités de formation menées par l'ONU et d'autres organisations internationales, l'UNITAR mettra au point un programme de formation approprié destiné aux fonctionnaires chargés de l'application de la CITES. Un premier projet de programme devrait être prêt en août 1992. L'UNITAR étudiera également la Convention sur la diversité biologique signée en juin 1992 à la CNUED. Une comparaison entre les deux conventions permettra d'établir s'il est possible d'élaborer un programme commun de formation en vue de leur application. Les destinataires de cette formation sont non seulement les décideurs de haut niveau mais aussi les responsables de la gestion et les chercheurs, les fonctionnaires des douanes et de la police ainsi que leurs conseillers techniques dans les services vétérinaires, les responsables de la faune et de la flore sauvage, etc. Les campagnes de sensibilisation de la CITES au niveau de l'élaboration des politiques destinées au grand public et aux groupes d'intérêts, notamment les détaillants et les entreprises d'import-export, sont elles aussi très importantes. Dans la mesure où certains Etats sont avant tout exportateurs, alors que d'autres sont importateurs d'espèces protégées par la CITES et que d'autres Etats encore ont des marchés d'importation et d'exportation importants, une formation régionale sera dispensée pour tenir compte des besoins spécifiques à chaque groupe de pays.

120. Un premier examen des réponses au questionnaire montre qu'une formation est nécessaire dans toute une série de domaines et qu'elle englobera des questions de procédure telles que la délivrance de permis et de certificats d'importation et d'exportation, ainsi que leur validation et leur enregistrement, et certains aspects scientifiques et techniques, dont l'identification, le marquage et le suivi des déplacements des espèces. Plusieurs de ces domaines ont déjà été abordés par le secrétariat de la CITES dans ses activités de formation; mais celles-ci ont besoin, pour être appuyées et rendues systématiques, d'une base plus large de financement et de ressources. Les activités de formation au niveau des services de répression, à savoir la surveillance des frontières, le contrôle des flux commerciaux, les poursuites judiciaires et les méthodes d'enquête, suscitent également un grand intérêt. Dans tous les domaines, l'absence de matériel et d'installations appropriés (moyens modernes de communication, transport et garde des spécimens vivants confisqués), en particulier, dans les pays en développement, freine l'application de la CITES. La formation devra donc s'accompagner d'une aide technique et financière suffisante pour que les pays puissent respecter la Convention.

121. Outre une collaboration étroite avec le secrétariat de la CITES, l'UNITAR a pris contact avec le Comité intergouvernemental de négociation d'une Convention sur la diversité biologique et des organisations non gouvernementales, dont l'Union mondiale pour la nature, le Fonds mondial pour la nature et Traffic International. Dans le cadre de l'élaboration du programme, l'Institut établit un inventaire des séminaires de formation précédemment organisés sur la CITES par son secrétariat et ces organismes. Un inventaire des programmes et une étroite coordination des activités

permettront à l'UNITAR de tirer avantage des données d'expérience et du matériel de formation et l'aideront à mettre au point un programme éminemment pratique.

122. Un séminaire regroupant les membres des missions permanentes à Genève se réunira à l'automne 1992 pour lancer le programme de formation.

b) Formation ISBC/UNITAR sur l'application de la Convention de Bâle

123. Comme suite aux demandes formulées par le secrétariat intérimaire de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux (ISBC), l'UNITAR effectue une étude de faisabilité et met au point un inventaire des moyens de formation qui permettront d'établir un programme de formation complet et systématique en vue de l'application de la Convention de Bâle. L'expérience acquise par l'UNITAR dans l'application des directives de Londres sera également utile à cet effet. Le projet de programme devrait être prêt à temps pour la première conférence des parties qui aura lieu en septembre 1992.

Programme de formation CIN-CCCC sur l'application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

124. Résultat de la collaboration étroite entre l'UNITAR et le CIN-CCCC et comme suite aux demandes formulées par le secrétariat intérimaire de la Convention-cadre sur les changements climatiques, l'Institut étudie actuellement un programme de formation destiné à encourager la ratification et l'application de la Convention. Ce programme qui aura une portée internationale, fera intervenir le programme de formation existant relatif à la gestion des ressources naturelles et écologiques, à savoir les systèmes d'information géographique (SIG), les directives de Londres et les négociations et les règlements de différends dans le domaine de l'environnement. Un projet de programme devrait être prêt pour la première réunion des parties en octobre 1992.

d) Programme de formation de l'UNITAR dans le domaine des systèmes informatiques

125. Durant la période considérée, l'UNITAR a réalisé une étude de faisabilité et élaboré un programme de formation dans le domaine des systèmes informatiques. Les négociations concernant le financement de ce projet sont sur le point de s'achever.

126. Ce programme vise à répondre : a) aux dispositions de la résolution 1991/70 du Conseil économique et social relative à la nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les Etats), b) aux demandes des communautés diplomatiques de Genève et de New York, et c) aux demandes des Etats Membres touchant l'accès à une formation à la technologie "des systèmes informatiques ouverts". Ce programme est fondé sur l'idée que la formation est un élément essentiel pour le renforcement des capacités technologiques et le transfert de la technologie dans le domaine des systèmes informatiques.

127. Le programme proposé vise trois objectifs :

a) Assurer aux membres des communautés diplomatiques de Genève et de New York une initiation à l'informatique, condition préalable à l'accès et à l'utilisation des données informatiques;

b) Faciliter l'accès et l'utilisation des données informatiques de l'Organisation des Nations Unies par la coordination et l'harmonisation des ressources de l'ONU en matière de formation;

c) Promouvoir le développement des systèmes informatiques ouverts et la participation des pays les moins industrialisés à la définition de l'évolution de la technologie des systèmes informatiques modernes.

128. Le programme proposé comporte trois volets : initiation à l'informatique, formation à l'accès aux bases de données du système des Nations Unies, et formation dans le domaine des systèmes ouverts.

i) Initiation à l'informatique

129. L'initiation à l'informatique est nécessaire pour avoir accès et pouvoir utiliser les données informatisées de plus en plus traitées par les ordinateurs personnels et les réseaux locaux. L'initiation à l'informatique implique la connaissance des principes du fonctionnement des ordinateurs personnels et des logiciels. Elle suppose également une certaine familiarité avec les ordinateurs personnels, qui ne peut s'acquérir que par la pratique.

130. Cette formation est destinée aux spécialistes et aux utilisateurs de l'information des missions permanentes. Elle peut également être développée pour répondre aux demandes émanant du système des Nations Unies et des Etats Membres.

131. L'Institut devra obtenir les fonds nécessaires pour l'exécution simultanée de ce programme à Genève et à New York.

ii) Formation axée sur l'accès aux bases de données du système des Nations Unies

132. Les bases de données du système des Nations Unies sont aussi diverses que la technologie elle-même. En raison du montant élevé des dépenses d'équipement initial nécessaire à la mise en place de bases de données et des besoins spécifiques des diverses institutions des Nations Unies en matière de gestion d'un grand volume d'informations, les bases de données du système des Nations Unies utilisent des structures, points d'accès, moyens de diffusion et méthodes de recherche différents. Les futurs utilisateurs doivent donc acquérir une formation spécifique et systématique qui s'avérera d'autant plus nécessaire lorsque les divers éléments des bases de données du système des Nations Unies auront été coordonnés.

133. Etant donné la diversité des supports utilisés pour les bases de données du système des Nations Unies, la formation doit être axée en priorité sur ces bases de données. L'étude de la base de données économiques et sociales prouve, en effet, que la formation doit être centrée sur les bases de données

les plus utiles du système des Nations Unies, à savoir UNPRESS, COMTRADE et SIBONU. Les stages de formation et les programmes seront organisés en conséquence.

134. Les programmes seront mis au point en étroite coordination avec les services du Secrétariat fournissant des informations, par exemple, SIBONU, le Service de la bibliothèque des Nations Unies; UNPRESS, le Service des publications des Nations Unies; COMTRADE-CNUCED, ainsi qu'avec des organes ou services concernés tels que le Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'informations (CCSI), le Centre international de calcul (CIC) et la Division des services électroniques (ESD).

135. La formation sera réservée en priorité aux membres des missions permanentes mais s'adressera aussi à d'autres groupes d'utilisateurs du système des Nations Unies ou de l'extérieur. En fonction de l'intérêt des divers fournisseurs d'informations du système des Nations Unies, des plans pourront être établis pour maximiser l'utilisation des ressources communes en matière de formation afin de réaliser les objectifs de chacun d'entre eux.

iii) Formation aux systèmes ouverts

136. Ce programme sera mené en partenariat avec X/Open Company, Limited, ONG internationale non lucrative basée au Royaume-Uni et aux Etats-Unis et ayant des contacts avec les principaux producteurs de technologies de systèmes informatiques du monde entier.

137. Le fait de faire profiter les pays en développement et les pays en transition des avantages de la technologie des "systèmes ouverts" entre dans le cadre des efforts de coopération. Cette action vise à stimuler les politiques d'investissement et de gestion susceptible de promouvoir le développement de la technologie des systèmes ouverts et la mise en place de réseaux internationaux d'information. Ce programme représente également une approche unique en son genre du transfert de technologie en collaboration avec le secteur industriel dans le cadre d'un programme des Nations Unies.

138. X/Open est l'organisation internationale la plus expérimentée et la plus largement reconnue qui propose une gamme de services unique et pratique concernant le cahier des charges des systèmes ouverts, le contrôle de la conformité du produit et l'homologation des produits sélectionnés. Cette méthodologie qui a fait ses preuves offre un haut degré de fiabilité pour la mise au point d'une architecture de systèmes ouverts. En outre, du fait que X/Open ne vend pas de systèmes d'exploitation de type système ouvert, de logiciels d'application ou d'équipement, elle est en mesure d'assurer une analyse neutre de la technologie et du constructeur ainsi qu'une sélection des interfaces des systèmes ouverts.

139. Le programme assurera une formation de qualité dans le domaine de l'informatique. Etant à la fois neutre et indépendante de l'équipement et du fournisseur, cette formation sera axée sur les besoins locaux ou régionaux des groupes-cibles. Elle couvrira les aspects suivants :

a) Définition et mise au point des systèmes ouverts;

b) Application pratique des systèmes ouverts;

c) Certification de la portabilité et de l'interfonctionnement des applications;

d) Sécurité des données et systèmes informatiques;

e) Droit de l'informatique;

f) Journée de présentation et de démonstration par les fournisseurs.

140. Le programme vise également à faciliter la mise au point de systèmes informatiques modernes nécessaires aux pays en redressement et aux pays en développement. Ces systèmes informatiques modernes permettraient de renforcer la capacité des pays ciblés à répondre aux besoins en constante évolution dans le domaine de l'informatique.

141. Ce module est destiné aux cadres supérieurs informaticiens des services publics et privés, et se fonde sur l'application pratique des "systèmes de télématique ouverts". Il s'étendra de 1992 à 1997.

142. Au départ, le programme s'attachera à assurer une formation moderne et pertinente dans le domaine de l'informatique au profit des pays en développement et des pays en transition du monde entier. Cette formation sera totalement indépendante du fournisseur. Au cours des étapes ultérieures, d'autres voies et possibilités de promouvoir le transfert de la technique et des systèmes ouverts seront explorées. D'autres groupes-cibles seront également recensés. Le programme devrait être appliqué dans les pays suivants entre 1992 et 1997, avec des sessions initiales au profit des pays d'Europe centrale et orientale qui débiteront à l'automne 1992.

143. La formation dans le domaine des systèmes ouverts profitera directement à un minimum de 150 experts des pays en développement et des pays en transition à chaque session, soit 600 participants par an. Les participants seront de hauts fonctionnaires d'organismes gouvernementaux ou d'organisations commerciales chargés de la gestion de l'informatique.

144. Ce programme sera bénéfique pour les pays hôtes puisqu'il assurera une formation de qualité dans le domaine de l'informatique au profit des principaux services publics et institutions commerciales.

e) Réunion annuelle des directeurs des instituts des Nations Unies pour la planification, la formation et la recherche

145. La réunion annuelle des directeurs des instituts des Nations Unies a lieu dans le cadre du programme de l'UNITAR visant à renforcer la coordination et la coopération entre les divers instituts des Nations Unies dans des activités de planification, de formation et de recherche. Trois réunions ont été tenues à Genève, siège de la plupart des instituts des Nations Unies; la première a eu lieu le 12 juillet 1990, la deuxième les 10 et 11 juillet 1991, et la troisième le 3 juillet 1992.

146. Les directeurs d'une trentaine d'instituts qui se retrouvent tous les ans pour discuter de questions d'intérêt commun ont participé à ces réunions. La dernière réunion tenue en 1992 a regroupé 40 participants de divers instituts du système des Nations Unies ainsi que plusieurs autres participants.

147. Les réunions ont examiné la question de la coopération dans les domaines suivants : recherche et publications, échange d'informations entre les instituts, problèmes et solutions envisageables, nouvelles méthodes et techniques dans le domaine de la formation, formation et recherche intéressant l'Europe orientale et centrale, l'état de la recherche sur les moyens d'atténuer la pauvreté, les nouvelles conceptions en matière de planification et leurs incidences sur la formation et la recherche, la formation en écologie, et la coordination sur le terrain.

148. A la dernière réunion, les débats ont été précédés par la présentation de diverses questions, nouvelle procédure qui a été bien accueillie et sera suivie lors des réunions ultérieures. Elle a également donné lieu à une coopération concrète dans des domaines tels que l'échange d'informations sur la formation des participants à l'établissement de réseaux au niveau national.

f) Programme de formation de l'UNITAR dans le domaine de la paix

149. Outre le programme organisé à New York dans le domaine du maintien de la paix, des programmes concernant le rétablissement et la consolidation de la paix sont en cours d'élaboration. En ce qui concerne le rétablissement de la paix, on envisage d'effectuer une étude de faisabilité touchant la création éventuelle d'un programme de bourses. Pour ce qui est de la consolidation de la paix, une étude de faisabilité sera entreprise prochainement en vue de déterminer s'il serait possible de dispenser une formation en matière de supervision d'élections et de rédaction de constitutions démocratiques modernes.

150. L'objectif global de l'UNITAR consiste à dispenser une formation dans le domaine du maintien, du rétablissement et de la consolidation de la paix.

C. Programmes spéciaux et services consultatifs

1. Programmes théoriques

a) UNITAR/Université Clark d'Atlanta. Programme semestriel des Nations Unies Cecil Ram

151. Le Programme semestriel des Nations Unies, parrainé conjointement par l'Université Clark d'Atlanta (CAU) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) est un programme pluridisciplinaire s'adressant à des étudiants diplômés ou non. Il s'agit d'un programme permanent, donnant droit à des unités de valeur, qui doit permettre aux étudiants d'acquérir des connaissances sur notre système mondial interdépendant et d'une expérience pratique. En combinant l'étude des questions politiques, économiques et sociales internationales et des stages d'initiation à la diplomatie multilatérale dans le cadre de l'ONU, le Programme vise à développer la compétence des étudiants dans ce domaine et leur capacité à réagir de manière intelligente aux événements contemporains.

152. Les étudiants de toutes les disciplines inscrits dans les universités et collèges agréés des Etats-Unis et de l'étranger peuvent être admis au Programme semestriel des Nations Unies dès lors qu'ils ont un bon niveau dans leurs institutions d'origine. Vingt-deux étudiants ont participé à la première session du Programme qui a pris fin en décembre 1991. La préparation de la deuxième session a commencé en mai 1992. Le Programme doit démarrer le 14 septembre 1992.

b) Occidental College : Programme des Nations Unies

153. Dans le cadre de ce programme, créé en 1986, des groupes d'étudiants non diplômés sélectionnés ont séjourné durant 10 semaines à l'UNITAR au cours des quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de l'Assemblée générale.

154. Ils ont suivi deux cours de niveau élevé : le premier concernait les aspects politiques des organisations internationales (y compris le maintien de la paix et le rétablissement de la paix), le second portait sur l'économie politique des institutions internationales. En outre, chaque étudiant a fait un stage au Secrétariat de l'ONU, dans une organisation non gouvernementale ou à la Mission des Etats-Unis. Ce programme est financé par une subvention spéciale de l'Occidental College. Quatorze étudiants y ont participé en 1990 et 12 en 1991; 22 autres étudiants sont inscrits pour la session de 1992. Outre les étudiants, ce programme est proposé gratuitement aux membres du personnel du Secrétariat de l'ONU qualifiés et en milieu de carrière. Ces derniers se verront délivrer un certificat de l'UNITAR en cas de réussite. Deux ou trois administrateurs en début de carrière ont participé à l'un de ces stages dans le cadre de ce programme en 1990 et 1991.

2. Services consultatifs

a) Programme de formation diplomatique en Ethiopie

Programme permanent de quatre ans

155. Le programme de formation diplomatique en Ethiopie est conçu pour développer les capacités des diplomates éthiopiens ainsi que celles des fonctionnaires éthiopiens s'occupant de questions internationales, et à renforcer leurs connaissances en langue anglaise.

156. Ce programme est organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui est l'organisme de financement; l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), et le Ministère des affaires étrangères d'Ethiopie qui sont chargés de l'exécution; et le British Council, en tant qu'institution de coopération.

157. Les participants sont des fonctionnaires en début et milieu de carrière ainsi que des hauts fonctionnaires s'occupant des relations extérieures. Ils sont issus des ministères suivants : Affaires étrangères, Information et coopération, Finances, Défense, Commerce et relations économiques extérieures, Secours et Relèvement et Intérieur, ainsi que le Bureau des investissements et des entreprises mixtes.

158. Les participants suivent des cours spécialisés en anglais ainsi que des stages de haut niveau portant sur le droit international, la politique internationale, l'économie internationale, les institutions internationales et intergouvernementales, la diplomatie multilatérale, la politique étrangère éthiopienne et les affaires diplomatiques et consulaires.

159. Chaque stage accueille 30 participants. La première session du Programme diplomatique a débuté le 11 novembre 1991 et a pris fin le 21 mars 1992. La deuxième session a commencé en avril 1992 et prendra fin en août 1992.

b) Institut de la diplomatie et des études internationales (IDIS), Nairobi (Kenya)

160. Un Accord de coopération a été signé le 20 août 1990 entre l'Université de Nairobi et l'UNITAR en vue de la création d'un Institut de diplomatie et d'études internationales (IDIS) à l'Université de Nairobi (Kenya). Les fonds ont été fournis par le PNUD. Le mandat de cet institut consiste à :

a) Evaluer et examiner la conception du programme afin d'améliorer le programme de formation diplomatique existant pour qu'il puisse répondre aux besoins;

b) Préparer le stage et sélectionner le matériel didactique et les manuels;

c) Elaborer des propositions concrètes afin de faciliter le lancement des activités de projets dans les meilleurs délais.

161. Des orientations plus précises ont été données sur place au consultant de l'UNITAR par le Directeur de l'IDIS, l'accent étant mis sur les relations internationales.

162. Le consultant a présenté son rapport en février 1991. Ce rapport prévoit entre autres :

a) La mise au point d'un programme de maîtrise avec propositions précises pour l'organisation de stages pratiques de courte durée afin de répondre aux besoins en matière de formation des fonctionnaires kényens s'occupant de questions internationales; et

b) L'élaboration d'une série de recommandations réalistes faites à différents niveaux (contenu du programme, bibliothèque, recrutement et formation du personnel, organisation générale, etc.) dont l'application doit être échelonnée dans le temps (court, moyen et long terme).

3. Programmes spéciaux

a) Séminaires conjoints UNITAR/PNUD/City University de New York sur la technologie et les réseaux informatiques modernes dans les organes directeurs pour les pays de l'ANASE (Singapour, 17-21 septembre 1990)

163. En réponse à la demande des gouvernements des pays de l'ANASE, un séminaire sur la technologie et les réseaux informatiques modernes dans les organes directeurs a été organisé par l'UNITAR à Singapour. Ce séminaire a

été financé conjointement par le PNUD et Digital Equipment Corporation. Un soutien fonctionnel a été apporté par AT&T, IBM, DIALOG, University Microfilm, City University de New York ainsi que l'Institut des sciences des systèmes de l'Université nationale de Singapour. Trente-neuf fonctionnaires du Gouvernement ont participé à ce séminaire.

b) Programme conjoint UNITAR/InterPress Service Third World News Agency (Rome) à l'intention des journalistes du tiers monde

164. L'UNITAR a chargé l'IPS de réaliser un projet de formation à l'intention de journalistes des pays du tiers monde dans le but de constituer un noyau de journalistes formés dans le domaine de la coopération internationale, de la diplomatie multilatérale et de la promotion du développement économique et social. Ce projet échelonné sur trois ans (1989-1991) a été financé par une subvention de trois ans accordée à l'UNITAR par le Gouvernement italien pendant trois ans.

165. Les objectifs de développement du projet étaient les suivants :

a) Développer l'attention accordée par les médias aux questions de la coopération internationale et du développement économique et social, par le biais d'une formation de journalistes sur le tas;

b) Créer un noyau de journalistes spécialisés dans ces questions:

c) Sensibiliser les responsables de publications et les "censeurs" par le biais de la diffusion des reportages réalisés, à la nécessité de replacer les informations quotidiennes dans une perspective mondiale;

d) Faire prendre conscience au grand public du rôle de la communauté internationale dans la promotion du développement économique et social. Trente journalistes participent chaque année à cette formation sur le tas.

c) Programme conjoint UNITAR/IPS intitulé "Formation à l'intention des journalistes dans le domaine de la coopération internationale et de la diplomatie multilatérale pour une prise de conscience des questions écologiques"

166. Les principaux objectifs de ce projet d'une année sont triples :

a) assurer un suivi immédiat du programme triennal (1989-1991) conjoint UNITAR/IPS intitulé "Formation pour les journalistes du tiers monde";

b) organiser une session de formation sur les questions d'environnement et de développement durable, axée en premier lieu sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et leur suivi, et c) préparer un programme de formation à moyen terme à l'intention des journalistes et autres spécialistes de la communication, échelonné sur une période de cinq ans, entre 1992 et 1996.

167. A ce jour, ce programme a été suivi par 30 participants venus des pays en voie de développement et des pays développés. La première partie du programme de formation a pris fin le 30 juin 1992 et a permis à chaque participant de bénéficier de 45 jours de formation.

d) Atelier de formation à la gestion et aux opérations portuaires

168. L'un des plus graves problèmes qui affectent la prospérité économique des pays en voie de développement concerne le mouvement des importations et exportations par voie maritime.

169. L'UNITAR a été invitée par la ville hanséatique de Hambourg, en collaboration avec l'Institut de formation portuaire de Hambourg, à organiser un atelier pilote de formation en gestion et opérations portuaires.

170. Ce programme, ouvert aux femmes, combine les cours théoriques à la formation "sur le tas" aux opérations portuaires. Le financement a été assuré par le PNUD et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Dix-huit stagiaires, dont un tiers de femmes, y ont participé. Par ailleurs, la ville de Hambourg a offert une subvention pour couvrir le coût de cet atelier. A la fin de ce programme, qui a duré trois semaines, une évaluation a été faite par l'UNITAR en collaboration avec l'Institut portuaire de Hambourg, à la suite de laquelle il a été décidé que le prochain programme devrait être élargi aux autres modes de transport. L'UNITAR collabore actuellement avec le PNUD à la mise au point d'un tel programme à l'intention des Etats baltes.

e) Débat d'un groupe de haut niveau sur le rôle des Nations Unies dans le nouvel ordre mondial

171. Conformément à son mandat consistant à mener des recherches et études sur les fonctions des Nations Unies dans le but de renforcer l'efficacité de l'Organisation, l'UNITAR a organisé un débat de haut niveau sur le "Rôle des Nations Unies dans le nouvel ordre mondial". Ce débat a été parrainé conjointement par le Council for International Cooperation d'Atlanta, organisation non gouvernementale à but non lucratif appuyée par les milieux d'affaires et universitaires de la ville d'Atlanta et de l'Etat de Géorgie. Quelque 15 représentants et représentants adjoints auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des invités de marque ont participé aux débats qui ont eu lieu le 8 juin 1991 au Carter Presidential Center d'Atlanta en Géorgie.

172. Le consensus s'est fait autour de l'idée selon laquelle la Charte des Nations Unies doit servir de cadre au nouvel ordre mondial. Partant de ce postulat, le Groupe a débattu du rôle des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de la promotion de la primauté du droit, des droits de l'homme, du développement économique et social ainsi que des changements à apporter au système des Nations Unies afin de renforcer son rôle et son influence.

173. Le rapport du Groupe a été publié et mis à la disposition de toutes les délégations participant à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

4. Centre d'information de l'UNITAR sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques

174. Au cours de l'année écoulée, la principale activité du Centre a consisté à mettre au point un plan à long terme pour une meilleure stabilité des opérations.

175. Le Centre a coordonné la mise au point d'un protocole "d'analyse du pétrole lourd" qui met à la disposition des vendeurs et des acheteurs des paramètres de comparaison, qu'il s'agisse de vente ou d'utilisation du pétrole brut lourd dans le processus de développement. Cette opération est permanente, et le Centre s'occupe actuellement de coordonner l'évaluation du troisième échantillon de pétrole brut lourd fourni par le Venezuela (pétrole brut de Cerro Negro). D'autres échantillons seront fournis par la Chine, le Mexique et l'Inde.

176. Le Centre a coparrainé la Cinquième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques tenue à Caracas, Venezuela, en août 1991. Plus de 800 délégués y ont participé dont plus de 25 pris en charge par le Centre venaient des pays en développement. Plus de 130 communications techniques ont été présentées au cours des cinq journées de travaux. Ces communications ont été publiées en cinq volumes dont quatre ont été distribués.

177. Le Centre collabore actuellement avec la Chambre de commerce interaméricaine de Houston à la préparation de la sixième Conférence devant se tenir en 1995.

178. Le Centre continue de s'employer à essayer de répertorier et de quantifier les ressources mondiales en hydrocarbures.

179. Au mois de mars 1992, une mission a été dépêchée à Trinidad pour recenser les domaines susceptibles de recevoir une assistance technique de la part de nos bailleurs de fonds. Les résultats de cette mission ont été transmis aux bailleurs de fonds qui procèdent actuellement à leur examen.

180. Les publications concernent les travaux de la Cinquième Conférence internationale sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques ainsi que les résultats de la seconde partie de l'étude Robin sur le pétrole brut d'Athabasca.

5. Centre UNITAR/PNUD pour la mise en valeur des petites ressources énergétiques

181. Le Centre pour la mise en valeur des petites ressources énergétiques qui en est à sa huitième année d'existence, a été créé en 1984 à l'initiative de l'UNITAR et du PNUD. Suite à l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables, les principaux donateurs ont estimé que l'absence de tout mécanisme d'information sur les technologies disponibles les plus appropriées étaient l'un des obstacles au transfert de technologies énergétiques vers les pays en développement. Le Centre, travaillant en partenariat avec les gouvernements des pays en développement et le secteur privé des pays industrialisés a été conçu pour répondre à ces besoins. Grâce à un financement initial assuré par le Gouvernement italien puis par la Belgique, à une contribution du PNUD et au soutien du secteur privé, le Centre a pu organiser, au cours de ses premières années d'existence, un certain nombre de séminaires, ateliers et stages de formation intéressants et bien accueillis. Il poursuit la publication d'un bulletin trimestriel consacré aux questions de mise en valeur de l'énergie.

Toutefois, les cours du pétrole n'incitant pas les pays en développement à rechercher de nouvelles sources d'énergie, le Centre n'a pas pu réaliser une "masse critique" pour attirer les fonds qui lui permettraient de mener à bien son mandat.

182. Le Centre a pu mener à bien la publication d'une série de manuels relatifs à la mise en valeur des ressources géothermiques, comme l'a recommandé le Symposium international sur les ressources géothermiques à petite échelle tenu à Pise, Italie, en 1987. Au total, six manuels ont été préparés et publiés, dont trois en 1992. Des commandes pour l'achat de ces manuels ont été reçues de pays développés et de pays en développement.

183. Au cours de l'année écoulée, le Centre a achevé l'étude contractuelle sur le Programme de l'énergie rurale pour le compte de l'Institut de l'environnement de Stockholm.

184. Reconnaissant la nécessité de trouver une solution à long terme aux problèmes financiers du Centre afin d'en faire une institution viable, la direction propose la réalisation d'une étude de faisabilité pour évaluer les ressources institutionnelles, humaines et matérielles nécessaires à son fonctionnement. L'accent sera mis sur la formation dans le domaine de l'énergie, et sur l'énergie et ses conséquences sur l'environnement.

CHAPITRE II

EXECUTION DU PROGRAMME DE RECHERCHE

185. Aux termes de son statut, l'UNITAR doit effectuer "des recherches et des études concernant les attributions et les objectifs des Nations Unies" dans le but d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Au cours de la période considérée, les recherches effectuées ont porté sur : a) l'Organisation des Nations Unies; et b) les recherches liées aux activités de formation. De plus, des recherches liées aux activités de formation ont été entreprises, notamment par le bureau de l'UNITAR à Genève.

186. Les activités de recherche comprennent la publication d'ouvrages, de monographies, de brochures ainsi que l'organisation de séminaires de recherche et de conférences.

187. Pour tenir compte des dispositions de la résolution 42/197 de l'Assemblée générale du 11 décembre 1987, toutes les activités de recherche entreprises par l'Institut au cours de la période considérée ont été financées par des dons à des fins spéciales. Neuf associés principaux, dont cinq associés principaux à plein temps nommés par le Secrétaire général, participaient aux activités de recherche. Les associés principaux se sont acquittés de leur tâche sans rémunération.

A. Recherches sur l'Organisation des Nations Unies et les relations internationales

1. Bureau de New York

188. Les activités portent sur les recherches concernant la formation, l'Organisation des Nations Unies, les problèmes liés à la paix et à la sécurité, et ceux liés au développement économique et social, en particulier la recherche sur l'énergie menée par le Centre UNITAR d'information sur les pétroles bruts lourds et les sables asphaltiques.

189. Un certain nombre de programmes de recherche sont par ailleurs exécutés par des associés principaux et des associés principaux à plein temps. On en trouvera ci-après une liste abrégée :

a) Un associé principal récemment nommé a commencé un projet de recherche sur le concept et les implications de la consolidation de la paix et de la sécurité collective;

b) Un autre associé principal à plein temps conduit des recherches préparatoires à la rédaction d'un livre sur l'évolution récente de l'économie mondiale et l'attitude de l'Organisation des Nations Unies en la matière;

c) Un associé principal à plein temps travaille à un livre sur une approche novatrice du désarmement en instituant au sein de l'Organisation un système de responsabilités internationales en matière de politique et de programmes de défense nationale. Cet associé principal est également Président du comité de rédaction de Disarmament Times et écrit beaucoup sur les questions du désarmement en mettant l'accent sur le rôle de l'ONU;

d) Un associé principal à plein temps travaille à un programme de recherche concernant la prochaine crise énergétique mondiale et le rôle de l'ONU. Il a publié dans les actes de la cinquième Conférence internationale sur le pétrole brut lourd et les sables asphaltiques un article intitulé "The demand for oil in the year 2000".

e) Un autre associé principal a publié ou revu les ouvrages ci-après : Oliver Tambo - Apartheid and the International Community (1991); Krishna Menon at the U.N. (1990); Nelson Mandela: Symbol of Resistance (1990); Socialism, Peace and Solidarity (1990); Liberation of Southern Africa (1990); Luthuli: Speeches of Chief Albeit John Luthuli (1991); The Struggle for Liberation in South Africa and International Solidarity (1992). Le même associé principal espère achever d'ici à juillet 1993 un livre consacré au rôle de l'ONU dans l'élimination de l'apartheid, étude analytique qui couvrira toutes les activités dans ce domaine depuis 1946;

f) Un autre associé principal travaille à une étude sur les constitutions des pays en développement, l'accent étant mis sur les dispositions relatives aux droits de l'homme ou de caractère humanitaire. L'achèvement de cette étude est prévu pour la fin de 1992;

g) Un autre associé principal travaille sur une étude, patronnée par l'UNITAR en coopération avec le Conseil des relations extérieures, qui a pour titre "Resurgence of United Nations peace-keeping and peace-making in the context of the post-Cold War transformation of the international system". Une courte étude introductive a été publiée dans la série Critical Issues du Conseil (1990) sous le titre "The United Nations reborn: Conflict control in the post-Cold War world";

h) Un autre associé principal est rédacteur en chef du Bulletin de l'UNITAR, publication trimestrielle consacrée aux activités de l'Institut.

2. Bureau de Genève

190. Au cours de la période considérée, quatre projets de recherche concernant l'Organisation des Nations Unies ont été exécutés :

a) Guide de l'Organisation des Nations Unies à Genève

191. L'UNITAR a publié au début de 1991 un guide intitulé "Le système des Nations Unies à Genève - Portée et pratiques de la diplomatie et de la coopération multilatérales" par M. A. Boisard, Directeur du bureau européen de l'UNITAR et E. M. Chossudovsky, associé principal en service au Bureau de Genève.

192. La place importante qu'occupe Genève dans le domaine de la diplomatie multilatérale et au sein de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la multiplicité et la diversité des institutions sur lesquelles elle porte ont incité l'UNITAR à élaborer un document complet et pratique sur les rouages du système des Nations Unies à Genève. Ce guide a eu essentiellement pour objet de servir de document pratique aux membres des missions permanentes, mais il présente également un intérêt pour les étudiants et les spécialistes des relations internationales. Il présente un arrière-plan historique et contient

une description et une analyse systématique de ce mécanisme ainsi que des documents de référence utiles sur son fonctionnement. Il offre également aux lecteurs un guide des formes, mécanismes, procédures et pratiques établies en matière de coopération internationale. Il fait connaître, enfin, les services et équipements que fournissent les secrétariats des divers organes du système des Nations Unies à Genève.

193. Le financement a été assuré par le Département fédéral helvétique des affaires étrangères et par les Services du Protocole de l'Etat de Genève. Ce guide a été distribué aux missions permanentes à New York et à Genève et aux différents services de l'Organisation des Nations Unies.

b) Etude de la fonction publique internationale

194. Les résultats de l'étude entreprise par un associé principal à plein temps affecté au Bureau de Genève seront publiés à l'automne 1992 sous le titre "International Man: An Endangered Species".

195. Après avoir étudié la transition de la diplomatie des conférences classiques à l'apparition du Secrétariat international contemporain, l'auteur de cette étude place dans une perspective historique la lutte pour l'indépendance, la compétence et l'intégrité de la fonction publique internationale et étudie son rôle dans le cadre d'un système des Nations Unies revitalisé face aux défis de l'avenir.

c) Etude sur la supervision par l'Organisation des Nations Unies des plébiscites/référendums et élections nationales - autodétermination et démocratie

196. L'Assemblée générale des Nations Unies a récemment adopté des résolutions qui ont, d'une part, montré le soutien croissant dont bénéficient les valeurs démocratiques occidentales (résolution 46/137 du 17 décembre 1991, intitulée "Renforcement de l'efficacité du principe de véritables élections périodiques"), et, d'autre part, insisté sur le "Respect des principes de souveraineté internationale et de non-ingérence dans les affaires internes des Etats au cours du processus électoral" (résolution 46/130 du 17 décembre 1991). Le conflit traditionnel entre la souveraineté nationale et l'ingérence internationale dans des domaines tels que les droits de l'homme, l'intervention humanitaire et, maintenant, la supervision des élections s'est manifesté une fois de plus dans toute son évidence.

d) Etude sur les recherches menées en Europe concernant le système des Nations Unies

197. En 1989, l'UNITAR a achevé une étude qui a débouché sur la publication d'un annuaire pratique des projets de recherche en cours, dans les institutions européennes, sur le système des Nations Unies, sa structure institutionnelle et ses activités. Ce répertoire, intitulé Annuaire des institutions européennes de formation dans les domaines de la diplomatie bilatérale et multilatérale, de l'administration publique et de la gestion, du développement économique et social, fait état de 337 projets de recherche, menés à bien au cours des trois dernières années ou actuellement en cours dans plus de 140 institutions ayant leur siège dans 26 pays d'Europe. Le répertoire a été publié et distribué au cours de la période 1990-1992.

B. Recherche en matière de formation ou aux fins de celle-ci

1. Formation au maintien de la paix

a) Mise au point d'exercices de simulation pour la formation au maintien de la paix

198. Ces exercices ont pour but de fournir une formation pratique dans tous les domaines relatifs aux nouveaux mécanismes multiformes de maintien de la paix.

199. L'UNITAR a élaboré une nouvelle série de six exercices de simulation sur les conflits internes et un scénario général complet fondé sur l'éventail des données d'expérience acquises au cours des activités de maintien de la paix menées par l'Organisation des Nations Unies.

b) Série de films vidéo pour la formation au maintien de la paix

200. Afin de répondre à certains des besoins de formation en matière de maintien de la paix en assurant une formation claire et concise sur les méthodes de planification, l'UNITAR organisera et conduira divers programmes de formation concernant le maintien de la paix, y compris de nouveaux aspects des opérations de maintien de la paix.

201. L'UNITAR met actuellement au point une série de six films vidéo de formation, ainsi que des manuels de formation pour chacun d'entre eux, qui seront publiés en anglais, français et espagnol. Ils devraient être disponibles en décembre 1992.

2. Formation en matière de développement économique et social

a) Ouvrages didactiques relatifs aux systèmes d'information géographique

202. L'UNITAR a entrepris de mettre au point une série d'ouvrages didactiques intitulée "Etude des techniques des systèmes d'information géographique". Dans chaque ouvrage, on s'efforce de résumer l'état d'avancement des techniques et les domaines d'application des systèmes d'information géographique à la solution des problèmes spécifiques de gestion de l'environnement. Les deux premiers ouvrages de cette série sont intitulés "Changement et étude chronologique des systèmes d'information géographique" ("Change and Time Series in GIS") et "Applications des techniques d'information géographique à la foresterie" ("Forestry Applications in GIS"). Au nombre des autres volumes qui sont en cours d'élaboration figurent notamment "La gestion des zones côtières" ("Coastal Zone Management"), "Les écosystèmes de montagne" ("Mountain Ecosystems"), "Les risques écologiques et technologiques" ("Environmental and Technological Hazards"), et "Le dépistage des erreurs et la théorie de la décision dans les systèmes d'information géographique" ("Error Tracking and Decision Theory in GIS").

203. Les ouvrages fournissent des éléments de formation pratique pour les cours organisés par l'UNITAR et, parce qu'ils comportent toutes les explications nécessaires à leur propre compréhension, ils rendent des services

dans le cadre des divers types d'éducation et de formation, notamment au niveau des programmes universitaires et de la formation professionnelle permanente.

b) Recherches relatives à la gestion de la dette

204. Pour appuyer la formation sur les aspects juridiques de la gestion de la dette, l'UNITAR réalise également des travaux de recherche directement liés à ces activités.

205. Le programme de formation en matière de gestion de la dette s'emploie depuis janvier 1992 à établir des documents utiles et appropriés. Le bureau européen de l'UNITAR prévoit de publier une série d'ouvrages sur les divers aspects de la gestion de la dette.

206. En 1992, l'UNITAR a publié un document intitulé "Restructuration de la dette" ("Debt Restructuring") qui contient le résumé d'exposés faits par des experts de l'UNITAR ayant une vaste expérience théorique et pratique dans les divers domaines de la gestion de la dette (par exemple, rééchelonnement de la dette extérieure par l'intermédiaire des Clubs de Paris et de Londres, arbitrage, emprunt public et principes de la loi budgétaire).

207. De même, un autre document, publié en 1992, contient des recommandations précises faites à l'occasion de divers séminaires et ateliers organisés par l'UNITAR en Afrique orientale et en Afrique occidentale. Ce document non seulement facilitera les exercices d'évaluation menés dans ces deux régions, mais aussi éveillera la volonté de sensibiliser les hauts fonctionnaires et responsables des différents pays à diverses questions importantes, mais négligées.

208. Un troisième document intitulé "Rentabilité d'une bonne gestion de la dette" ("Good Debt Management Pays"), ainsi qu'un quatrième portant sur les résultats de l'évaluation en Afrique orientale, doivent être publiés au cours des prochains mois.

209. La publication de ces documents a fait suite à un besoin véritable ressenti dans les pays en développement, qui est de lutter contre le manque d'informations dont souffrent les gestionnaires de la dette en les sensibilisant aux questions qui se posent, et elle a été en conséquence très bien accueillie dans les pays africains. Il convient toutefois de noter qu'il n'entre pas dans les intentions ni dans les attributions de l'UNITAR de publier des études générales sur les divers aspects de la gestion de la dette, mais seulement de présenter des documents pertinents et appropriés chaque fois qu'il apparaîtra utile.

210. Des recherches ont été entreprises pour identifier les besoins des juristes qui s'occupent, dans les limites de leur compétence professionnelle, de la gestion de la dette dans les pays en développement. A l'aide de ressources fournies par le PNUD, l'UNITAR élabore actuellement un programme de formation sur les aspects juridiques de la gestion de la dette. Il s'agira d'un programme suffisamment clair en lui-même comprenant divers thèmes répartis entre différents modules. Ce programme a pour objet de renforcer la mise en place de capacités et les institutions, au niveau local, dans les pays

en développement, ce que rendront possible son introduction à l'université dans le cadre des programmes d'études et dans les établissements de formation des pays en développement, ainsi que son adoption par les organismes publics. Il sera également utilisé dans les futurs séminaires et ateliers de l'UNITAR. Ce programme de formation sera conçu de manière à pouvoir être utilisé par les services juridiques des organismes publics ainsi que par les cabinets d'affaires qui s'occupent de transactions financières internationales et de la gestion de la dette. Il pourrait également servir de référence permettant de répondre rapidement à certaines questions élémentaires et d'orienter l'utilisateur vers des sources plus spécialisées pour résoudre les problèmes plus complexes.

211. La structure et la teneur de ce programme de formation devront pour l'essentiel être fixées d'ici à février 1993. L'UNITAR procédera ensuite à sa publication et à sa distribution, puis l'introduira dans les pays en développement.

CHAPITRE III

CONCLUSION

212. Comme on l'a vu dans le présent examen, malgré les difficultés qu'il devait affronter, l'Institut a continué d'exécuter son programme de formation.

213. Le rapport et les statistiques joints en annexe sont suffisamment clairs en eux-mêmes. Au cours de la période considérée, 98 programmes ont été mis au point dans 30 pays répartis entre quatre continents, à l'intention de 3 847 participants. Ces programmes répondent à des besoins de formation précis dans les domaines de la diplomatie multilatérale et de la coopération internationale, ainsi que dans celui du développement économique et social. Chacun de ces programmes a permis de mobiliser l'assistance d'un ou plusieurs organes des Nations Unies et/ou des institutions spécialisées du système des Nations Unies. L'UNITAR n'a même pas pu répondre à toutes les demandes ni satisfaire à tous les besoins de formation. Le nombre de participants ne peut dépasser celui des places disponibles. Par exemple, pour le programme de formation sur la gestion de l'environnement, plus de 200 candidatures ont été reçues pour 10 bourses disponibles. Près de 150 candidatures officielles ont été présentées pour 19 bourses en ce qui concerne le Programme de bourses ONU/UNITAR de droit international (1992). Si l'Institut axe ses activités sur la formation, il devra aussi, cependant, adopter des mesures de rationalisation afin de répondre aux besoins les plus urgents dans la limite des moyens financiers disponibles.

ANNEXE I

A. Liste des activités de formation menées par le Bureau de New York - 1er juillet 1990-30 juin 1992

1. Formation à la diplomatie multilatérale et à la coopération internationale

Programme de bourses ONU/UNITAR de droit international	2 juillet- 10 août 1990	La Haye
Programme spécial de formation de l'UNITAR à l'intention de fonctionnaires maltais	16-20 juillet 1990 10 août 1990	La Valette
Séminaire d'information à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale	19-20 septembre 1990	New York
Séminaire d'information à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale	21 septembre 1990	New York
Programme de formation commun UNITAR/IFANS à l'intention de fonctionnaires/cadres supérieurs de la République de Corée	26 novembre- 7 décembre 1990	Séoul
Cours d'orientation sur le Conseil de sécurité à l'intention des membres du Conseil	3-6 décembre 1990	New York
Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (en français)	11-15 février 1991	New York
Cours régional de recyclage en droit international à l'intention des conseillers juridiques gouvernementaux de haut rang des pays de l'Afrique australe	12-22 février 1991	Windhoek

Cours sur les concepts économiques de base et les questions économiques internationales	6 mars - 15 mai 1991	New York
Atelier de dirigeants, organisé à l'intention des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies en coopération avec le World Game Institute	13 mars 1991	New York
Cours sur le fonctionnement des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies à l'intention de hauts fonctionnaires japonais, en coopération avec la Fondation pour les études supérieures sur le développement international (Foundation for Advanced Studies on International Development - FASID)	18-22 mars 1991	New York
Cours d'orientation à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies	18-22 mars 1991	New York
Atelier sur les affaires internationales	12 avril- 28 juin 1991	New York
Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation (en anglais)	20-24 mai 1991	New York
Séminaire conjoint UNITAR/Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) sur les questions relatives au développement international	1er mai- 14 juin 1991	New York/ Washington, D.C.
Atelier sur la négociation des instruments juridiques internationaux	17-20 juin 1991	New York

Colloque de haut niveau technique sur les systèmes de communication informatique dans les années 90, à l'intention des membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et du personnel du Secrétariat de l'ONU et des organisations affiliées	19-20 juin 1991	New York
Programme de bourses ONU/UNITAR de droit international	1er juillet-9 août 1991	La Haye
Réunion d'information sur le fonctionnement du système des Nations Unies à l'intention de ministres et de parlementaires namibiens	13 septembre 1991	New York
Réunion d'information sur le fonctionnement du système des Nations Unies à l'intention de ministres et de parlementaires saoudiens	16 septembre 1991	New York
Réunion d'information générale à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale	18-19 septembre 1991	New York
Réunion d'information spéciale à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale	20 septembre 1991	New York
Réunion spéciale d'information à l'intention des nouveaux représentants sur les travaux de la Sixième Commission de l'Assemblée générale	20 septembre 1991	New York
Séminaire sur les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales à l'intention de journalistes des pays en développement, en coopération avec le Département de l'information	2 octobre 1991	New York

Cours de formation sur le Conseil de sécurité à l'intention des membres du Conseil	2-6 décembre 1991	New York
Atelier sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies (en français)	24-28 février 1992	New York
Cours d'orientation à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies sur les travaux de celle-ci	16-20 mars 1991	New York
Séminaire conjoint UNITAR/Institut de développement économique de la Banque mondiale (IDE) sur les questions relatives au développement international.	14-26 juin 1992	Washington, D.C.
Atelier sur la négociation des instruments juridiques internationaux	22-25 juin 1992	New York

2. Formation dans le domaine du développement économique et social

Atelier de formation sur les opérations d'administration portuaire, à l'intention des responsables de ports en Afrique, en Asie et en Amérique centrale	11-31 août 1991	Hambourg
Deux séminaires à l'intention des administrateurs participant à l'application de la réforme économique en Roumanie, en coopération avec la Clark-Atlanta University et le Centre universitaire d'Atlanta	5-18 septembre 18-26 septembre 1991	Bucarest

3. Formation aux opérations de maintien et de rétablissement de la paix

Forum sur le maintien de la paix Opération de maintien de la paix de l'ONU : les perspectives au Cambodge	20 novembre 1991	New York
Forum sur le maintien de la paix Yougoslavie : un nouveau défi pour l'Organisation des Nations Unies	24 janvier 1992	New York
Forum sur le maintien de la paix Le rôle de l'ONU dans la vérification des accords de paix en Angola	18 mars 1992	New York
Séminaire de formation sur le maintien de la paix (New York)	23-27 mars 1992	New York
Forum sur le maintien de la paix La Somalie	6 mai 1992	New York
Forum sur le maintien de la paix Les uniformes bleus	17 juin 1992	New York

4. Programmes spéciaux

a) Programmes universitaires

Programme "Occidental" de l'ONU, en coopération avec l'Occidental College (Los Angeles), ouvert également aux fonctionnaires qualifiés de l'ONU	25 septembre- 8 décembre 1990	New York
Programme commun UNITAR/Clark-Atlanta University : programme semestriel de l'ONU Cecil Ram	12 septembre- 18 décembre 1991	New York

Programme "Occidental" de l'ONU, en coopération avec l'Occidental College (Los Angeles), ouvert également aux fonctionnaires qualifiés de l'ONU

24 septembre-
6 décembre 1991

New York

b) Programmes spéciaux

Séminaire UNITAR/PNUD/City University of New York sur les techniques et les réseaux modernes d'information en matière de choix politiques au niveau gouvernemental dans les pays de l'ANASE

17-21 septembre 1990 Singapour

Atelier destiné aux fonctionnaires de l'ONU préparant le concours de passage de la catégorie des services généraux à la catégorie des administrateurs, en coopération avec le Syndicat du personnel de l'ONU

23 juillet-
6 septembre 1991

New York

B. Liste des activités de formation exécutées par le Bureau de Genève

(1er juillet 1990-30 juin 1992)

Note : Les activités sculignées dans le texte se placent dans le cadre des programmes de formation à la diplomatie multilatérale.

ACTIVITES DE FORMATION

DATE

LIEU

Programme de formation aux systèmes d'information géographique à l'intention de spécialistes du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes et de la région de l'Indu-Kush

30 avril-
4 août 1990

Bangkok,
Thaïlande

Programme de formation aux systèmes d'information géographique à l'intention de spécialistes d'Afrique francophone

4 juin-
31 août 1990

Nairobi,
Kenya

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Formation aux systèmes d'information géographique dans l'optique de la gestion de l'environnement	7 janvier- 11 mai 1991	Lausanne/ Genève, Suisse
<u>Atelier sur le développement économique international</u>	<u>9 janvier 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Atelier de pointe sur les systèmes d'information géographique dans le cadre du Programme d'action prioritaire méditerranéen	21-25 janvier 1991	Split, Yougoslavie
Programme de formation aux systèmes d'information géographique dans la perspective de la gestion de l'environnement, à l'intention de spécialistes africains	21 janvier- 21 avril 1991	Nairobi, Kenya
<u>Introduction à l'économie internationale</u>	<u>25 février- 1er mars 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Droit et procédures de négociations économiques multilatérales à l'ONU</u>	<u>8-12 avril 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Séminaire UNITAR/IIAOP sur la diplomatie multilatérale et la coopération internationale (en français)</u>	<u>15-20 avril 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Structure et fonctions des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies (anglais/français)</u>	<u>22-26 avril et 29 avril- 3 mai 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Atelier à l'intention de fonctionnaires de haut rang responsables des programmes de secours en cas de catastrophe	23-26 avril 1991	Ouahigouya, Burkina Faso
Atelier national à l'intention de fonctionnaires de haut rang responsables des programmes de secours en cas de catastrophe	1er-24 mai 1991	Tapoa, Niger

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Ateliers interdisciplinaires en matière de systèmes d'information géographique dans la perspective de la gestion de l'environnement, à l'intention des spécialistes et planificateurs tchécoslovaques	19-24 mai et 26-31 mai 1991	Prague et Banska Stiavnica
<u>Organisation, recherche et utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies</u>	<u>28-30 mai 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Programme de droit international</u>	<u>3-21 juin 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Procédures de règlement des différends au GATT (anglais/français)</u>	<u>5-6 juin et 19-20 juin 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Cadre, questions et techniques de négociations économiques multilatérales (anglais/français)</u>	<u>10-14 juin et 2-6 décembre 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Ateliers de suivi nationaux sur les aspects juridiques de la gestion de la dette	8-12 juillet 1991	Dar es-Salaam, Tanzanie, et Nairobi, Kenya
Séminaire national sur les systèmes d'information géographique	14 juillet 1991	Abidjan, Côte d'Ivoire
Séances d'information générale de l'UNITAR sur les questions clefs examinées dans le cadre de la CNUED	17-24 juillet 1991	Genève, Suisse
Atelier régional FAO-PNUE/UNITAR sur l'application du CPCC	29 juillet- 2 août 1991	Manille, Philippines
Séminaire national sur les systèmes d'information géographique	21-23 août 1991	Kampala, Ouganda

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Ateliers interdisciplinaires sur les systèmes d'information géographique dans la perspective de la gestion de l'environnement à l'intention de spécialistes et de planificateurs de la région de l'Hindu-Kush	24-30 septembre 1991	Katmandou, Népal
Séminaire sur les aspects juridiques de la gestion de la dette	6-8 octobre 1991	Accra, Ghana
Séminaire national sur les systèmes d'information géographique	22 octobre 1991	Lusaka, Zambie
<u>Séminaire d'orientation à l'intention des membres de missions permanentes récemment accrédités (en anglais et en français)</u>	<u>20-22 novembre 1991</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Réunion d'experts de l'UNITAR sur la formation aux négociations internationales en matière d'environnement et de développement	21-22 novembre 1991	Genève, Suisse
Atelier sur la gestion des secours en cas de catastrophe à l'intention des responsables	26-29 novembre 1991	Douguia, Tchad
Atelier sous-régional PNUE/UNITAR sur l'application du consentement préalable en connaissance de cause : cu CPCC à la gestion des substances chimiques	9-13 décembre 1991	Kuala Lumpur, Malaisie
Réunion de planification des systèmes d'information géographique à l'intention de l'atelier sous-régional de la SADCC	8-9 janvier 1992	Harare, Zimbabwe
Programme de formation aux systèmes d'information géographique/IPS à l'EPFL à l'intention de stagiaires d'Amérique latine	13 janvier-15 mai 1992	Lausanne, Suisse

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Atelier national de suivi sur les aspects juridiques de la gestion de la dette extérieure	20-24 janvier 1992	Kampala, Ouganda
<u>Formation à la diplomatie multilatérale à l'intention de fonctionnaires vietnamiens</u>	<u>10-21 février 1992</u>	<u>Hanoi, Viet Nam</u>
Séminaire national sur les systèmes d'information géographique	11 février 1992	Gabarone, Botswana
Séminaire national sur les systèmes d'information géographique	3 mars 1992	Maseru, Lesotho
Systèmes d'information géographique : atelier de pointe relatif à la gestion de l'environnement	9-14 mars 1992	Santiago et Puerto Montt, Chili
<u>Programme de formation UNITAR/FASID sur les organisations internationales</u>	<u>9-20 mars 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Systèmes d'information géographique : formation sous-régionale patronnée par UNITAR/BNUS/AGRHYMET	19 mars-21 mai 1992	Niamey, Niger
Atelier sous-régional RISCPT/UNITAR sur les registres nationaux de substances chimiques potentiellement toxiques	30 mars-10 avril 1992	Cha-Am, Thaïlande
<u>Introduction à l'économie internationale</u>	<u>6-10 avril 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Atelier présessionnel INC-FCCC/IPCC/UNITAR sur les négociations internationales relatives à l'environnement	Avril 1992	New York, Etats-Unis

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Atelier régional sur les problèmes liés à l'utilisation de pesticides en Amérique latine (PNUE/Module de formation CPC de l'UNITAR)	21-25 avril 1992	Bogota, Colombie
Système d'information géographique : atelier régional de la SADCC sur la gestion des ressources naturelles	22-25 avril 1992	Harare, Zimbabwe
<u>Séminaire sur la structure et le fonctionnement des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies</u>	<u>27 avril-1er mai 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Séminaire sur la structure et le fonctionnement des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies (en français)</u>	<u>4-8 mai 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Séminaire sur l'organisation, la recherche et l'utilisation de la documentation de l'Organisation des Nations Unies</u>	<u>11-13 mai 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Procédures de règlement des différends commerciaux au GATT</u>	<u>26-27 mai 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Cadre, questions et techniques des négociations économiques multilatérales (en français)</u>	<u>1er-5 juin 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
<u>Programme de droit international (en français et en anglais)</u>	<u>1er-19 juin 1992</u>	<u>Genève, Suisse</u>
Atelier national de suivi sur les aspects juridiques de la gestion de la dette	8-12 juin 1992	Lagos, Nigéria
Atelier national de suivi sur les aspects juridiques de la gestion de la dette	8-12 juin 1992	Accra, Ghana

ACTIVITES DE FORMATION	DATE	LIEU
Pratiques et procédures de certains organismes et organisations de l'ONU dont le siège se trouve à Genève	15-19 juin 1992	Genève, Suisse
Systèmes d'information géographique : séminaire national	17 juin 1992	Ouagadougou, Burkina Faso

ANNEXE II

Statistiques concernant les activités
de formation pour la période allant
du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
Afghanistan	48	11	59
Afrique du Sud	6	13	19
Albanie	7	2	9
Algérie	63	22	85
Allemagne	295	56	351
Angola	17	5	22
Antigua-et-Barbuda	8	1	9
Antilles néerlandaises	2	0	2
Arabie saoudite	120	14	134
Argentine	108	15	123
Arménie	0	2	2
Australie	42	26	68
Autriche	54	20	74
Bahamas	60	9	69
Bahreïn	17	11	108
Bangladesh	65	13	78
Barbade	68	7	75
Bélarus	6	2	8
Belgique	54	14	68
Belize	8	6	14
Bénin	70	19	89
Bhoutan	83	7	90
Bolivie	49	9	58
Botswana	48	154	202
Brésil	69	21	90
Brunéi Darussalam	22	34	56
Bulgarie	72	10	82
Burkina Faso	43	21	64
Burundi	58	11	69
Cameroun	64	13	77

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
Cambodge	61	8	69
Canada	109	11	120
Cap-Vert	28	18	46
Chili	97	14	111
Chine	152	67	219
Chypre	32	9	41
Colombie	86	17	103
Comores	21	3	24
Congo	29	13	42
Costa Rica	46	18	64
Côte d'Ivoire	92	66	158
Cuba	79	21	100
Danemark	31	12	43
Djibouti	26	6	32
Dominique	18	1	19
Egypte	181	36	217
El Salvador	38	13	51
Emirats arabes unis	38	12	50
Equateur	76	13	89
Espagne	23	5	28
Estonie	0	7	7
Etats-Unis d'Amérique	198	60	258
Ethiopie	77	76	153
Fédération de Russie	0	7	7
Fidji	45	14	59
Finlande	81	24	105
France	160	64	224
Gabon	95	24	119
Gambie	24	15	39
Ghana	140	63	203
Grèce	37	7	44
Grenade	17	6	23
Guatemala	54	10	64
Guinée	112	3	115
Guinée-Bissau	29	4	33

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
Guinée équatoriale	14	1	15
Guyana	47	9	56
Haïti	143	52	195
Honduras	73	19	92
Hong-kong	1	0	1
Hongrie	47	13	60
Iles Cook	3	0	3
Iles Marshall	0	3	3
Iles Salomon	12	5	17
Iles Vierges britanniques	1	0	1
Inde	95	23	118
Indonésie	181	51	232
Iran (République islamique d')	87	19	106
Iraq	126	13	139
Irlande	37	5	42
Islande	11	2	13
Israël	58	8	66
Italie	44	9	53
Jamahiriya arabe libyenne	123	3	126
Jamaïque	92	15	107
Japon	48	43	91
Jordanie	79	6	85
Kenya	98	39	137
Koweït	142	16	158
Lesotho	38	22	60
Lettonie	0	5	5
Liban	41	8	49
Libéria	68	3	71
Liechtenstein	0	6	6
Lituanie	0	4	4
Luxembourg	7	4	11
Madagascar	73	11	84
Malaisie	105	31	136
Malawi	56	12	68
Maldives	20	11	31

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
Mali	72	30	102
Malte	48	49	97
Maroc	88	13	101
Maurice	35	15	50
Mauritanie	46	7	53
Mexique	167	26	193
Micronésie (Etats fédérés de)	2	3	5
Monaco	6	0	6
Mongolie	72	14	116
Montserrat	1	0	1
Mozambique	44	10	54
Myanmar	80	22	102
Namibie	1	53	54
Népal	71	9	80
Nicaragua	68	13	81
Niger	53	36	89
Nigéria	220	40	260
Norvège	30	10	40
Nouvelle-Zélande	67	6	73
Oman	97	22	119
Ouganda	112	152	264
Pakistan	100	30	130
Panama	67	15	82
Papouasie-Nouvelle-Guinée	46	7	53
Paraguay	36	4	40
Pays-Bas	61	16	77
Pérou	98	14	112
Philippines	144	38	182
Pologne	70	21	91
Portugal	47	4	51
Qatar	78	4	82
République arabe syrienne	62	13	75
République centrafricaine	66	6	72
République démocratique populaire lao	32	2	34
République de Corée	92	70	162

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
République dominicaine	59	6	65
République populaire démocratique de Corée	32	6	38
République-Unie de Tanzanie	134	91	225
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	108	21	129
Rwanda	77	3	80
Sainte-Lucie	20	4	24
Saint-Kitts-et-Nevis	16	1	17
Saint-Marin	6	0	6
Saint-Siège	55	13	68
Saint-Vincent-et-les Grenadines	13	0	13
Samoa	22	3	25
Sao Tomé-et-Principe	18	0	18
Sénégal	69	98	167
Seychelles	18	1	19
Sierra Leone	56	0	56
Singapour	94	28	122
Somalie	49	6	55
Soudan	143	24	167
Sri Lanka	66	24	90
Suède	104	16	120
Suisse	104	20	124
Suriname	103	2	105
Swaziland	67	13	80
Tchad	55	26	81
Tchécoslovaquie	40	58	98
Thaïlande	143	29	172
Togo	56	13	69
Tonga	4	1	5
Trinité-et-Tobago	94	11	105
Tunisie	104	7	111
Turkménistan	0	1	1
Turquie	103	14	117
Tuvalu	1	1	2
Ukraine	14	3	17
Union des Républiques socialistes soviétiques	158	15	173

Pays	Situation au 30 juin 1990	Nombre de personnes formées (1er juillet 1990- 30 juin 1992)	Total au 30 juin 1992
Uruguay	52	13	65
Vanuatu	8	7	15
Venezuela	193	21	214
Viet Nam	92	39	131
Yémen	150	9	159
Yougoslavie	67	14	81
Zaire	144	4	148
Zambie	64	104	168
Zimbabwe	30	82	112
Organismes observateurs	105	34	139
Système des Nations Unies	633	296	929
Autres organisations			
internationales	111	20	131
Etablissements universitaires	300	61	361
Total	12 598	3 847	16 505

ANNEXE III

A. Contributions des gouvernements au Fonds général de l'UNITAR
durant la période allant de juillet 1990 à juin 1992

(En dollars des Etats-Unis)

PAYS	MONTANT
Algérie	10 000,00
Argentine	20 000,00
Cameroun	26 718,40
Chine	10 000,00
Côte d'Ivoire	10,000,00
France	
Grèce	217 293,80
Inde	10 000,00
Indonésie	20 000,00
Iran (République islamique d')	8 000,00
	20 000,00
Italie	
Jamaïque	79 272,93
Japon	1 571,43
Koweït	200 000,00
Malte	20 000,00
	2 047,64
Maurice	
Mexique	500,00
Nigéria	9 999,99
Oman	159 023,24
Pakistan	6 000,00
	15 000,00
Philippines	
République de Corée	849,86
République-Unie de Tanzanie	20 000,00
Rwanda	2 831,39
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2 000,00
	1 000,00
Suisse	
Trinité-et-Tobago	130 813,95
Tunisie	7 023,70
Uruguay	4 902,59
Venezuela	1 000,00
Yougoslavie	19 963,40
	5 000,00
Total	1 040 812,32

B. Contributions au titre des accords concernant les subventions à des fins spéciales pour la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992

Projets	Code du projet	Contributions versées durant la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992
(En dollars E.-U.)		
Programme de formation (ressources écologiques et ressources naturelles)	ZWB 807	3 395 858
	ZWB 808	
	ZWB 013	
	ZWB 011	
	ZKW 016	
	ZWB 012	
	AG 546 YZ-RAF	
Programme de formation (aspects juridiques de la gestion de la dette)	ZXB 002	1 033 403
	ZXB 003	
	ZXB 004	
	ZXB 005	
Formation de journalistes à la coopération internationale et à la diplomatie multilatérale	AG 506	536 485
	AG 543	
Centre d'information de l'UNITAR pour le pétrole brut et les sables asphaltiques	AG 946	496 001
	AG 509	
	AG 514	
	AG 516	
	AG 536 AG 537	
Formation à la gestion des secours en cas de catastrophe	ZYB 003	242 102
	ZYB 005	
Centre sur les ressources énergétiques à petite échelle - Italie	AG 965	237 830
Formation aux affaires étrangères à l'intention de fonctionnaires éthiopiens, patronnée par l'UNITAR/PNUD	AG 530	209 390
	AG 545	

Projets	Code du projet	Contributions versées durant la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992
(En dollars E.-U.)		
Développement de la formation vidéo (opérations de maintien de la paix)	AG 541	175 000
Administrateurs auxiliaires (en poste à Genève)	AG 539	155 283
Atelier sur la gestion et les opérations portuaires - Hambourg	AG 535	58 170
Services consultatifs rendus à l'Institut pour les études diplomatiques et internationales du Kenya	ZYP 002	40 000
"Semester at the UN Programme", organisé en commun par l'UNITAR/Clark Atlanta/Occidental College	AG 534	39 600
Le système des Nations Unies à Genève (recherche/imprimerie)	ZWB 005	32 000
Atelier de formation aux négociations économiques multilatérales à l'intention de hauts fonctionnaires vietnamiens	AG 540	23 100
Initiation aux organisations internationales à l'intention de fonctionnaires japonais (FASID)	ZWB 015	22 035
Programme de formation UNITAR/PNUD/CUNY aux techniques de l'information à l'intention des pays de l'ANASE	AG 523	15 000
Séminaire (New York) sur le maintien de la paix et exercice de simulation	AG 547	15 000
Programme de formation à la diplomatie multilatérale - Corée	AG 528	8 023

Projets	Code du projet	Contributions versées durant la période allant du 1er juillet 1990 au 30 juin 1992
(En dollars E.-U.)		
L'Amérique centrale à la veille de l'an 2000 - perspectives démographiques	AG 518	5 350
Traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires et la non-prolifération	AG 519	5 000
Evolution du rôle de l'ONU dans le contexte des transformations actuelles du système international	AG 520	2 994
TOTAL		6 747 624

Liste des publications

1er juillet 1990-30 juin 1992

Directory of European Training Institutions

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.89.III.K.DS/8)

Production of Electrical Energy from Low-Enthalpy Geothermal Resources by Binary Power Plants

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.89.III.K.Man/4)

The United Nations and International Business

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.89.III.K.ST/28)

Training of External Debt Managers in Sub-Saharan African Countries

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.89.III.K.RS/18)

Répertoire des recherches en cours sur les Nations Unies dans les institutions académiques européennes

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E/F.90.III.K.RS/19)

International Administration: Law and Management Practices in International Organizations

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.90.III.K.ST/29)

UNITAR: 25 Years of Training and Research for the United Nations

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.90.III.K.DS/9)

Fifth UNITAR International Conference on Heavy Crude and Tar Sands

(a four volume set)
(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.III.K.CR/32)

The Role of the United Nations in the New World Order

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.III.K.CR/33)

Photovoltaic Resources: Application, Utilization and Assessment - A guidebook for Policy Planner

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.III.K.Man/7)

Manual on Human Rights Reporting

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.XIV.1-HR/PUB/91/1)

Non-Governmental Developing Organizations of Developing Countries

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.III.K.RS/22)

The United Nations System at Geneva

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.91.III.K.LS/6)

The Challenge of African Disasters

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.III.K.RS/23)

Global Facility Investment

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.III.K.Man/8)

Small Geothermal Resources

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.III.K.Man/9)

Application of Geochemistry in Geothermal Reservoir Development

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.III.K.Man/10)

Fluid Sampling for Geothermal Prospecting

(publication des Nations Unies, numéro de vente : E.92.III.K.Man/10)

ANNEXE V

A. Composition du Conseil d'administration de 1990 à 1992

M. Andrés Aguilar, Président

Représentant permanent du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Natarajan Krishnan, Vice-Président

Doyen de l'Ecole des études internationales
Université de Pondicherry (Inde)

M. Rafeeuddin Ahmed

Secrétaire général adjoint

Département des affaires économiques et sociales internationales (Secrétariat
de l'ONU)

M. G. Arthur Brown

Gouverneur

Banque centrale de la Jamaïque (Jamaïque)

M. J. Isawa Elaigwu

Professeur de sciences politiques à l'Université de Jos (Nigéria)

M. Amara Essy

Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des
Nations Unies

M. Lucio García del Solar

Ministre argentin des affaires étrangères et des cultes

M. Kiyooki Kikuchi

Ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des
Nations Unies

M. Jean-Pierre Keusch

Directeur

Direction des organisations internationales

Département fédéral des affaires étrangères (Suisse)

M. Slobodan Kotevski

Ancien Représentant permanent adjoint de la Yougoslavie auprès de
l'Organisation des Nations Unies

M. Eduard V. Kudryavtsev

Représentant permanent adjoint de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Umberto La Rocca

Ancien Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

M. Jacques Leprette

Ambassadeur de France

M. Jaime de Piniés

Ancien Conseiller spécial du Secrétaire général

Ancien Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies (Secrétariat de l'ONU)

M. Missoum Sbih

Ambassadeur

Ancien Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères (Algérie)

M. Shah Nawaz

Ancien Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

M. Mohamed Ahmed Sherif

Ancien Ministre de l'éducation (Jamahiriya arabe libyenne)

B. Membres de droit du Conseil d'administration

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Le Président de l'Assemblée générale

Le Président du Conseil économique et social

Le Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
